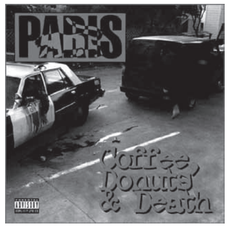
Culture

Rap et révolution

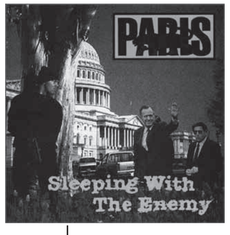
Le rap passe pour une musique sexiste, pleine de préjugés rétrogrades. C'est malheureusement très souvent vrai, comme le prouvent les clips de rappeurs comme Snoop Doggy Dogg ou 50 Cent. Mais le rap est aussi une musique éminemment contestataire: c'est la musique qui a donné les chansons les plus subversives de ces vingt dernières années. Un seul exemple: NTM scandait en 1995 dans « Qu'est ce qu'on attend? »: « Ça fait déjà des années que tout aurait dû péter-Dommage que l'unité n'ait été de notre côté-Mais vous savez que ça va finir mal, tout ça- La guerre des mondes vous l'avez voulue, la voilà- Mais qu'est-ce, mais qu'est-ce qu'on attend pour foutre le feu?-Mais qu'est-ce qu'on attend pour ne plus suivre les règles du jeu? ».

Un autre paradoxe: le rap est d'une part la musique la plus commerciale qui soit actuellement. Les rappeurs dominants sont parmi les musiciens qui font le plus d'argent et se font très souvent les porte-parole efficaces de l'idéologie typiquement capitaliste de la réussite individuelle et de l'étalage d'un luxe obscène. Mais le rap est aussi la musique populaire par excellence, celle qu'on écoute et qu'on fait dans les quartiers: dans les caves, les MJC, il y a une vraie prolifération de la musique rap: la musique qui bouillonne et qui vient d'en bas, c'est par excellence le rap.

Ces paradoxes n'empêchent-ils pas le rap de jouer un rôle positif dans la vie des jeunes et des opprimés ou au contraire peut-il être un outil pour les luttes de la classe dominée?







Les origines d'une musique populaire

Le rap est né dans le Bronx, à New York, au milieu des années 70: des DJs comme Kool DJ Herc, Grand Master Flash, Afrika Bambaataa… inventent une nouvelle technique: ils mettent en boucle un échantillon de musique et un beat grâce à deux platines. Ils utilisent des sons issus de la soul, du funk, de la musique jamaïcaine pour donner naissance à une nouvelle manière de faire de la musique, qui n'est pas séparable de toute une culture: le Hip-Hop.

Une musique produite dans les conditions du ghetto

Le Hip-hop comporte trois « disciplines » fondamentales: le rap, le break (danse Hip-Hop), le graffiti. La pratique de ces arts de la rue est marquée par le dénuement du ghetto: on fait du rap en récupérant des vinyles et en bricolant des sons, pour le graff, une simple bombe suffit pour « défoncer » les murs du quartier. Pour breaker, il suffit de descendre dans la rue et de trouver un coin pour danser.

Comme les jeunes Noirs du ghetto n'avaient pas assez d'argent pour aller dans les boîtes des beaux quartiers qui passaient du disco (la musique dominante à l'époque), ils organisaient leurs propres fêtes, directement dans le quartier; c'était la naissance des « block parties », des fêtes organisées dans la rue, dans les caves, dans le « block ». Le rap se nourrissait du son de l'époque, mais constituait une réelle rupture avec la disco, une musique blanche, petite-bourgeoise et intégrationniste.

Le rap est dès le départ une réaction face à une vie insupportable: l'esclavage des Noirs a beau avoir été aboli, la grande majorité des Noirs étasuniens subissent des discriminations raciales et sociales écrasantes: les Noirs ont un taux de chômage de 13 %, deux fois et demie supérieur à celui des blancs. Le revenu familial noir moyen représente 56 % de celui des blancs. La mortalité infantile des Noirs est deux fois plus élevée, le taux de mortalité liée au SIDA est trois fois plus élevé pour les hommes et neuf fois chez les femmes que chez les blancs…

Ces chiffres datent des années quatre-vingt mais les évènements récents à La Nouvelle Orléans prouvent qu'encore aujourd'hui, au cœur de la première puissance mondiale, des populations entières subissent un sort tout à fait comparable à celui des pays pauvres.



Le rap des débuts: une réaction identitaire, une conscience politique embryonnaire

Le rap et le Hip-Hop sont dès le départ marqués par une volonté d'indépendance matérielle et culturelle: pour la jeunesse des ghettos américains, puis de celle de tous les quartiers déshérités des métropoles un peu partout dans le monde, c'est une manière de tisser des liens sociaux élémentaires dans un environnement socialement et politiquement déstructuré (la guerre des gangs recommence à faire rage après l'écrasement des Black Panthers et du mouvement Black Power). La naissance du « MCing » (scander un texte sur une musique) l'illustre bien: au départ, les DJs se contentaient de mixer, sans paroles. Peu à peu, certains DJs prennent le micro de temps en temps pour commenter le déroulement de la soirée, pour remercier les participants d'être venus… et peu à peu des textes articulés, emprunts d'un message positif de paix au sein de la communauté (le slogan de l'époque est Peace, love and unity »), de résistance.

Le rap de la fin des années 80-début des années 90: expression de la radicalisation de la jeunesse noire américaine

À la fin des années 80, le rap reflète l'aggravation de la situation des Noirs: la violence dans le son et les paroles s'accentue. L'extrême violence de la guerre des gangs se développe pour le contrôle du territoire, des trafics divers (drogue, prostitution). la violence objective du système d'oppression capitaliste et raciste est intériorisée par ses victimes et tournée contre leurs frères de classe. Le rap reflète la culture des gangs (le gangsta rap naît avec NWA) mais le rap se politise.

Un rôle d'éducation populaire?

Les thèmes des chansons traduisent à cette époque un combat contre l'autodestruction sous toutes ses formes: alcool, drogue, violence extrême, mépris de soi mais aussi analyse rageuse et poétique des multiples de formes de racisme institutionnel, à l'école, dans les médias… Grâce à des groupes comme Public Enemy, BDP (KRS-One) c'est toute une génération qui va redécouvrir les idées du nationalisme noir révolutionnaire, grâce notamment aux discours et à l'autobiographie de Malcolm X qui proclament sa fierté d'être Noir et ses convictions révolutionnaires.

Un appel à récupérer histoire, identité, dignité du peuple noir, à s'auto-organiser indépendamment des pouvoirs de la classe dominante, à lutter pour la justice et l'égalité par tous les moyens nécessaires résonne dans les paroles des groupes les plus connus de cette période.

Comme toute culture réellement populaire, créée par les masses opprimées, le rap part d'une conscience spontanée, profondément faussée par l'exploitation et l'oppression. Le rap est ainsi marqué par une féroce dictature masculine: le sexisme et l'homophobie parfois extrême qui s'y expriment sont un vrai obstacle à la possibilité pour le rap d'être un outil d'émancipation de tous et toutes les opprimées. Mais certaines rappeuses (en France, quelqu'un comme Princess Anies des Spécialistes) ont entamé une lutte de l'intérieur du rap contre le machisme du rap et peuvent ouvrir une brèche.

1992: les émeutes de Los Angeles et la radicalisation du rap américain

Le point de départ de ces émeutes qui ont fait trembler l'Amérique blanche et capitaliste est la fraternisation de 20000 Bloods et Crips (deux principaux gangs de Los Angeles) qui se mettent d'accord pour lutter contre la violence policière et pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers. Très rapidement, cela entraîne une dynamique de mobilisation et des émeutes très violentes, que la majorité des grands médias ont présentées comme une guerre des races. En réalité, des pauvres de toutes origines y ont participé et ont détruit principalement des magasins de grandes entreprises et des bâtiments des autorités. Des paroles de chanson comme Burn Hollywood burn(*2) étaient chantées par les insurgés et la direction politique de ce soulèvement étaient des gangsters et des rappeurs comme Ice T.

Sous l'impact de ces émeutes un grand nombre de rappeurs (Ice Cube par exemple) défendent à cette époque un esprit de réconciliation entre Côtes Est et Ouest, de paix entre les gangs pour lutter contre l'ennemi commun: l'AmeriKKKa. Un nombre significatif de rappeurs appelle les Noirs et les pauvres à s'organiser politiquement et assume un discours explicitement révolutionnaire. Ice T, Public Enemy cherchent délibérément à toucher les jeunes blancs pour leur injecter la rage noire de l'époque.

Le rap aujourd'hui

Aujourd'hui, non seulement le rap s'est énormément diversifié, mais il exerce une influence énorme sur toute la musique et la culture populaires. Au-delà de la prolifération des styles, des groupes, aujourd'hui il existe deux courants principaux dans le rap: un courant capitaliste et réactionnaire qui a repris le dessus et défend une idéologie puante, et de l'autre côté un rap toujours rebelle, qui défend les minorités et met en cause la société actuelle. Ces deux courants ne sont pas totalement séparés l'un de l'autre, souvent un même groupe peut combiner des idées radicales avec des préjugés sexistes… Mais ce qui doit nous encourager aujourd'hui, c'est l'existence d'une nouvelle génération de rappeurs radicaux/révolutionnaires qui renforcent le rap contestataire, comme Dead Prez, Mos Def, Non Phixion, Sabac, Immortal Technique, La Rumeur, Kenny Arkana, ROST…

L'impact planétaire du rap ne tombe pas du ciel: les Noirs des ghettos aux États-Unis ont été les premiers à subir la vague d'offensive libérale qui a commencé aux USA à la fin des années 70. Une offensive que nous touche tous de plein fouet aujourd'hui. Il ne faut pas mépriser le rap en se laissant tromper par les rappeurs mis en avant par la classe dominante. On doit être attentif à ce que le rap révèle de la conscience de la jeunesse opprimée. Le rap peut être un vecteur d'unification politique et culturelle de la jeunesse opprimée Pour cela, les révolutionnaires doivent apprendre de ce que dit le rap tout autant qu'ils et elles ont à apprendre aux rappeurs.

Xavier, [Nanterre]

• Dans l'album Paris sous les bombes
• 2 Album de Public Enemy Fear of a black Planet

n° 57 révolution
JCR
égalité
red
sept 2005 démocratie
www.jcr-red.org
jeunesses communistes révolutionnaires
1€





En Irak comme en Louisiane, leurs guerres, nos morts

24 SEPT **Manifestation internationale**

04 OCT **Grève et manif interpro**

Continuons la solidarité contre la répression du mouvement lycéen !

Malgré les trois mois de mouvement lycéen, les manifestations massives, les blocages et le changement de ministre de l'éducation, le gouvernement continue de passer en force. Il sait néanmoins qu'il a face à lui une nouvelle génération militante prête à se défendre. Pour cette raison, il tape plus fort sur ceux et celles qui ont participé à la mobilisation.



Aussi, le mois de septembre sera-t-il marqué par la reprise des procès de militants. Ceux-ci risquent de continuer encore plusieurs mois, afin de maintenir la pression sur tous ceux qui veulent reprendre la lutte. Les personnes mises en examen suite à l'occupation d'une annexe du ministère de l'éducation en avril dernier commenceront à être auditionnées par le juge à la fin du mois ou en octobre, elles risquent jusqu'à cinq ans de prison. Les procès qui devaient avoir lieu au Mans au mois d'août sont reportés à la rentrée. Les lycéens de Millau qui avaient ouvert le péage du Viaduc sont poursuivis, la société (privée) qui le gère leur demande plusieurs milliers d'euros ! Les camarades condamnés à la fin de l'année et faisant appel ont déjà des dates fixées…

Chaque procès doit être marqué par des rassemblements de soutien. La solidarité financière (au moins pour payer les avocats) s'organise. Enfin, une campagne de pétition a été lancée par le Collectif de soutien aux victimes de la répression du mouvement lycéen. Elle demande l'abandon des poursuites pour tous et l'amnistie des personnes déjà condamnées. L'objectif est de recueillir au moins 500 000 signatures, pour montrer que les lycéens ne sont pas isolés.

En effet, ce ne sont pas des individus que l'on juge pour des actes délictueux, mais bien un mouvement social qui a eu le malheur de s'en prendre au gouvernement. L'enjeu concerne donc tout le monde. Le gouvernement s'en prend également aux postiers de Bègles, aux faucheurs d'OGM, aux syndicalistes dans de nombreuses entreprises… Il est donc nécessaire d'agir au plus vite !

Là où il y a des procès, en région parisienne, au Mans, à Millau notamment, il existe des collectifs contre la répression. Ces collectifs doivent se multiplier partout en France. Ils permettent en effet de travailler tous ensemble, individus et organisations syndicales, politiques ou associatives, d'organiser des échéances, de faire signer les pétitions, de récolter de l'argent, d'informer, etc. Il est également intéressant de créer des collectifs par département, ville, ou sur un lycée, afin de prendre des initiatives plus locales.

Si nous n'agissons pas au plus vite, non seulement des militants seront injustement condamnés, mais en plus, il deviendra très difficile de se mobiliser à l'avenir. Ne relâchons pas la pression !

JB, |Nanterre|

Agenda procès

16 septembre : procès à Bordeaux
22 septembre : procès d'Antoine
13 octobre : procès d'Hicham

Signer la pétition en ligne : http://soutien-lyceens-injustementreprimes.org

Pour récupérer et faire signer la version papier : http://www.cpe75.org/cdpe/pdfactu/0505collectifsoutienpetition.pdf

Solidarité financière : chèques à l'ordre de CDPE SSL (endosser « comité de soutien lycéens ») à envoyer à FCPE Paris, 14 rue Astorg, 75008 PARIS

Répression systématique des mouvements sociaux

Alors que 200 000 lycéens venaient de se mobiliser contre sa loi, François Fillon déclarait aux médias que ce n'était pas le nombre de manifestants qui déterminait la mise en application d'une loi. Face à l'autisme et à l'acharnement du gouvernement, le mouvement lycéen s'est radicalisé avec des actions fortes, des blocages et des occupations.

À Millau, des lycéens et des militants syndicaux organisent une opération « péage gratuit » sur Viaduc. Dans les Hautes Pyrénées, à Lille, ou encore à Paris, des lycées occupent leur rectorat ou leur inspection académique. Tous sont expulsés violemment par les CRS. À Lille, un lycéen se prend un shoot dans le crâne par un flic et finit à l'hôpital. Et dans la rue, à chaque manif, les CRS continuent à matraquer et gazer les manifestants.

Lorsqu'une vague de blocages de lycées s'engage, avec plus de 480 lycées bloqués à l'apogée le 8 avril, Fillon persiste en déclarant : « Partout où il y aura des blocages, il y aura des interventions policières ! »

La dernière grande action parisienne a lieu le 20 avril avec l'occupation d'une annexe du ministère de l'éducation nationale. 180 personnes sont mises en garde à vue et les conditions de détention sont plus que douteuses, on note de nombreuses bavures policières. Lors de cette action, 10 personnes ont été mises en examen mais sur l'ensemble du mouvement et dans toute la France, c'est une quarantaine de personnes qui font, à l'heure actuelle, l'objet de poursuites judiciaires.

Avant les grandes vacances, une dizaine de procès déjà eu lieu. Au Mans, deux militants ont pris deux mois de prison ferme. À Paris, Samuel Morville (lycéen de la coordination lycéenne) a écopé de cinq mois de prison avec sursis pour avoir craché sur un flic. La plupart des personnes condamnées ont fait appel.

La radicalisation des moyens d'action des lycéens s'explique par l'attitude du ministre et la violence de l'État. C'est la répression systématique des mouvements sociaux. Quand la jeunesse s'exprime, l'État la réprime !

Fanny (Nanterre)

Les peines

Quarante lycéens sont poursuivis.

Deux ont déjà pris deux mois de prison avec sursis et 112 heures de travaux d'intérêt général pour une occupation de lycée, un autre cinq mois avec sursis pour un prétendu crachat.

Cinq lycéens risquent 2 ans de prison, huit lycéens et un prof risquent 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende pour des occupations.

Appel unitaire

Non à la répression du mouvement lycéen !

Alors qu'une quarantaine de personnes sont mises en examen ou passent en jugement dans les prochaines semaines, il est temps que cesse la répression de ce mouvement social.

Nous demandons l'abandon des poursuites à l'égard des personnes interpellées lors des différentes initiatives contre la loi Fillon et l'abandon de toutes les sanctions disciplinaires, administratives voire pédagogiques prises contre les lycéens en raison de leur participation au mouvement.

Collectif de soutien aux victimes de la répression du mouvement lycéen : comite.

Signataires : AC ! (Agir ensemble contre le chômage), Act Up-Paris, ADEEL, AITEC, Alternative Libertaire, ATTAC France, Bureau national UMT des Ets scolaires AEFE et Instituts Français - Maroc, CGA, CGT 75, CGT 92, CGT 93, CGT Educ' Ation – 94, CIP-IDF, CNT-FAL, CNT-FTE, collectif Bellaciao, Collectif des jeunes chercheurs contre la précarité, Collectif Les mots sont importants, Collectif des profs Indigènes, Collectif Une école pour tous et toutes, Coordination des intermittents et précaires, DAL, Droit d'entrée, Emancipation, FA, FCPE - Ile de France, FERC-CGT, FIDL, FO 75, Fraction l'Etincelle de Lutte Ouvrière, FSE – Paris I, FSU, Groupe CRI, IPAM, JC, JCR, LCR, Ligue des Droits de l'Homme, Lutte Ouvrière, Mrap, No Pasaran, Offensive Libertaire et Sociale – Paris, PCF, Résistons ensemble contre les violences policières et sécuritaires - Région Parisienne, SCALP-Reflex Paris, Secours Rouge, SNES Créteil, Souriez vous êtes filmés, la Souris verte, SUD-Education, SUD-Etudiants, Syndicat de la Magistrature, UFAL, UGICT-CGT 94, Union Syndi-cale Solidaires, UNIR, UNL, UDAS, UJA (union des jeunes avocats), UNEF, Verts, Voix Prolétarienne – journal Partisan

tionales de jeunes

Situation en Corée du Sud

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Coréens du Sud ont subi une dictature militaire de droite. Ce régime a été installé par l'armée des États-Unis, et il est aux mains des classes régnantes des États-Unis. Pendant 46 ans, les étudiants, les professeurs, les syndicats, les artistes, etc. se sont battus contre cette dictature militaire. Finalement, en 1992, un régime plus démocratique s'est mis en place en Corée du Sud. La population a commencé à voter et à parler plus librement.

En 1997, la Corée du Sud a été confrontée à sa plus grande crise économique. Le gouvernement coréen ne pouvait pas rembourser sa dette au FMI et plusieurs des grandes compagnies ont fermé. Pendant environ 2 mois, le chômage atteint plus de 50 %. La crise était due principalement à trop de concurrence avec des pays comme la Chine et le Japon et aux stratégies agressives de développement des gouvernements de droite. Ces huit dernières années, l'économie coréenne du sud a récupéré. Nous avons un taux de chômage à 10 % à l'heure actuelle. Mais la situation reste très difficile.

Après la crise, la gauche est devenue plus faible et la situation s'est aggravée pour la classe ouvrière. Malgré leur échec, la droite continue d'insister sur le fait que les difficultés économiques actuelles sont dues aux coûts de la main-d'œuvre, à trop d'avantages sociaux et aux taxes et restrictions sur les entreprises. Ces mensonges sont répandus par la droite avec l'aide du gouvernement, des universités conservatrices et des journaux de droite. Enfin, le FMI, la banque mondiale et les journaux américains mentent au sujet de la Corée du Sud.

Malheureusement, les travailleurs coréens du sud sont convaincus par les mensonges et ils soutiennent de moins en moins la gauche. Dans ces circonstances, le néolibéralisme attaque à tout va la classe ouvrière. En 2004, le gouvernement a mis en place des lois très répressives contre les ouvriers. Ces lois facilitent les licenciements et rendent plus difficiles les grèves et les manifestations des syndicats. De plus, ces lois donnent des avantages aux compagnies étrangères pour qu'elles investissent en Corée du Sud. Ainsi, dans certaines zones, les compagnies étrangères peuvent virer leurs employés sans que les syndicats puissent s'y opposer. La conséquence est que les syndicats n'ont plus aucun poids. Les syndicats se sont opposés à ces lois. Mais, en dépit des luttes, ces lois sont passées au parlement et la grève a échoué.

Les classes régnantes attaquent la classe ouvrière sur tous les fronts. Les prix de logements ont augmenté sans aucune restriction par le gouvernement. Récemment, le gouvernement coréen du sud a autorisé la privatisation des universités, au nom de la « liberté d'éducation ». Les frais d'inscription ont immensément augmenté, et il est devenu difficile pour les étudiants issus de la classe ouvrière d'étudier dans de bonnes universités. Une autre conséquence a été la diminution des mouvements étudiants. Le gouvernement privatise tout : les avions, les trains… Récemment le gouvernement a privatisé les métros à Séoul et Pusan. La conséquence a été l'augmentation du prix et la diminution de la qualité des transports.

Pour résoudre ces problèmes, la Corée du sud doit échapper de l'influence des États-Unis. Il y a des mouvements antiaméricains qui s'opposent à la présence de l'armée américaine En Corée du sud, ainsi qu'à l'envoi de troupes coréennes en Irak. 200 000 personnes ont manifesté en 2003.

Nous devons également améliorer nos relations avec la Corée du Nord. La droite prétend que le Nord va envahir le Sud et que la gauche est partisane du Nord. La majorité des travailleurs est convaincue par ce mensonge…

Pour gagner la conscience à la classe ouvrière, la Corée du Sud doit s'échapper « de la tension de guerre froide ». Et même si la Gauche est dans une situation très difficile, nous devrons garder à l'esprit que le Parti des travailleurs, les syndicats et les O.N.G.S luttent à l'heure actuelle contre ce gouvernement.

Kim





État Espagnol

Cette année 51 camarades de l'État espagnol sont venus aux RIJ. Nous venions de trois t régions de l'État espagnol : de Catalogne (dans l'organisation Revolta Global), de Madrid (dans Espace Alternatif) et d'Andalousie (dans Espace Révolutionnaire andalou), tous regroupés dans l'Espace Alternatif. L'Espace Alternatif est un groupement confédéral de différentes organisations régionales de l'État espagnol.

Espace Alternatif se réclame marxiste révolutionnaire, et est une organisation écologiste et féministe. C'est la section espagnole de du Quatrième Internationale. Nos activités militantes se centrent la construction de notre organisation politique, avec l'intention d'être un relatif dans une future reconstruction de la gauche anticapitaliste dans notre état.

Nous intervenons dans le mouvement étudiant, dans la lutte contre la précarité, dans le mouvement altermondialiste et dans la lutte féministe, avec la participation deux groupes de femmes. Enfin, nous défendons la création de fronts de masses de gauche critique dans le mouvement LGBT et l'appui aux groupes écologistes radicaux, comme « Écologistes en Action ».

Tout ceci on résume, dans une forme d'organisation de groupes, ouverte pour comprendre et partager différentes formes de lutte, contre l'impérialisme et le capitalisme régnant, qu'il instruit et forme dans un sens totalement exclusif et uniforme.

Les RIJ sont, pour nous, un moment très productif pour pouvoir créer une conscience révolutionnaire. Ces rencontres nous permettent d'amplifier le mouvement des personnes et des pensées ainsi que de gagner en audience et d'agir au moment de changer cette société capitaliste.

Correspondant

Témoignage des XXIIème RIJ

Le camp de cette année, j'ai franchement kiffé. Il y a eu un très bon accueil. J'ai bien aimé les débats et les forums. Ils étaient très intéressants. Il y a eu une très bonne ambiance entre nous. J'ai passé de très bon moment avec tous les camarades du camp. On chantait l'Internationale tous ensemble lors des meetings, ce qui m'a fait chaud au coeur. J'ai bien aimé les soirées avec les concerts et la discothèque. J'ai apprécié discuter avec les camarades des autres sections. Je remercie les cuisiniers qui nous ont fait la bouffe ainsi que les camarades de la Ligue qui nous ont rendu service. L'année prochaine, je viendrais au prochain camp de la IVème Internationale (sauf si je suis mort ou en taule).

Samir, |Nanterre|

Le camp commence bien

Après un voyage bouchonneux, l'arrivée au camp fut une surprise énorme car des camarades du monde entier étaient déjà présents et prêts à communiquer leur révolte. L'ambiance trotskiste conviviale et généreuse règne dans nos têtes (chants, interventions, explications engagées des luttes dans chaque pays). Tout est réuni pour une grande semaine de lutte et d'amitié. Les forums, les meetings et les autres ateliers se déroulent bien malgré la barrière de la langue qui s'enjambe facilement. C'est vraiment intéressant de parler avec des camarades des autres délégations, car ils s'intéressent au climat social en France. Les camarades italiens (avec qui j'ai discuté) s'intéressent plus au climat social en France – notamment la question des immigrés, alors que les camarades de l'État Espagnol s'intéressent plus à l'organisation et à la construction de la lutte anticapitaliste / révolutionnaire. Beaucoup de mes discussions avec les autres délégations se concentrent sur la question du racisme et de l'homophobie. L'ensemble du camp en a assez de ces oppressions et désire construire un monde socialiste… La suite du camp s'annonce plus que bien, même s le retour à la vie normale s'annonce déjà dure…



Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation,** pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant.** Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente…

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité,** s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

❒ Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro…) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)

❒ Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en France près d'Agen)

❒ Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total :..... euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander :
….... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
….... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
….... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
….... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
….... brochure(s) sur le mouvement lycéen (1 euro l'exemplaire)
….... brochure(s) sur la Mai 68 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom…
Prénom…
Adresse…
Code postal…
Ville…
Téléphone…
e-mail .....

JCR : jcr@jcr-red.org
Rédaction : red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30



XXIIes rencontres interna

Les RIJ ont duré une semaine et à peine finies, on a déjà envie que ça recommence. Cette année encore, ce sont plus de 450 jeunes (dont 160 Français) qui se sont retrouvés pour le camp de jeunes de la IVème internationale qui se déroulait cette année en France. La période estivale est avant tout un moment qui permet de se poser pour faire les bilans et prendre le temps de la discussion le camp offrant un cadre convivial pour le faire. Ainsi le camp a permis à tous avec ses forums, ses formations et ses ateliers, de débattre et d'apprendre tous ensemble. Les débats sur l'impérialisme, l'écologie, les questions femmes, les questions Lesbienne-Gay-Bi-Trans, l'histoire du mouvement ouvrier, ou les bases du marxisme ont permis d'avancer collectivement non seulement sur le plan théorique mais également au niveau pratique. En plus de ces cadres de débats, les soirées ont été bénéfiques aussi pour pousser les discussions autour d'un verre ou mettre en pratique la théorie lors des fêtes femmes et LGBT.
Les rencontres avec les militants non seulement de notre propre pays mais également des délégations étrangères ont permis un réel échange d'expériences, beaucoup d'apports différents dans les discussions. Étaient présents principalement des camarades européens, mais il y avait aussi d'autres délégations venant de loin comme les camarades philippins. Il s'est agi aussi bien de mieux comprendre la situation au niveau national qu'au niveau international en comprenant les différentes situations nationales. Ce qui est frappant, la coordination de l'offensive générale lancée par les différents gouvernements, au niveau de la guerre, du droit du travail ou de l'éducation par exemple.
La présence de camarades venant de pays dominés (Côte d'Ivoire, Philippines, Corée du Sud, Algérie) est extrêmement enrichissante au niveau de la diversité des expériences militantes.
Le camp fut l'occasion d'une véritable rencontre des jeunes révolutionnaires et a permis notamment d'avancer sur des stratégies communes et d'élaborer des campagnes internationales. Par exemple, l'idée d'organiser un départ pour le Venezuela ou encore la préparation du prochain Forum Social Européen. Nous revenons de ce camp avec la volonté de construire la IVème internationale et de militer tout au long de l'année pour changer de monde.



Commission « préparation du forum social européen »

Durant les RIJ s'est tenue une commission permanente sur le FSE. Le premier bilan que l'on peut tirer des différents forums sociaux est que ces dernières années, il y a eu un déclin du mouvement altermondialiste (comparé à la mobilisation anti-G8 de Gênes en 2001 et au FSE de Florence en 2003). Cependant, les votes contre la constitution européenne en France et aux Pays-Bas et la mobilisation contre le G8 en Écosse cet été ont donné un nouveau souffle au développement des luttes mondiales. Les forums sociaux sont un espace où les différents acteurs du mouvement social peuvent se rencontrer et se coordonner pour des actions communes.
La Quatrième Internationale peut et doit intervenir dans ces espaces. C'est pourquoi la Quatrième Internationale doit jouer un rôle important au prochain Forum Social Européen d'Athènes en 2006. Les différentes sections de la quatrième internationale doivent se coordonner pour intervenir de façon concrète, promouvoir son propre point de vue et attirer de nombreux militants.[…]
La Quatrième Internationale doit se battre pour que ce Forum Social soit ouvert à de larges thématiques sociales et qu'il fonctionne de manière démocratique. Nous devons coordonner nos interventions entre les espaces autonomes et les meetings centraux. Dès maintenant, nous pouvons dégager deux axes de notre intervention :
Le premier axe est la nécessité que ce forum acquière une dimension politique plus importante concernant une autre Europe contre le néolibéralisme. Le vote NON en France a posé la question de quelle autre Europe nous voulons. Il est important que nous répondions à cette question, même si la Révolution et le socialisme ne sont pas des réponses évidentes à cette question pour la majorité de la population.
Le second axe est le rôle social du FSE. Ce rôle ne doit pas être confondu avec le développement d'une plateforme politique à l'intérieur du FSE. Nous devons prendre part aux processus de construction d'un nouveau parti révolutionnaire, et à l'intérieur du FSE, nous construisons les mouvements contre les conséquences du néolibéralisme.

La fête femmes et la fête LGBT

La fête femmes et la fête LGBT (Lesbiennes, Gays, Bissexuels, Transsexuels) sont des fêtes politiques organisées durant le camp pour tenter de prendre conscience que d'autres rapports humains sont possibles. Du coup, on n'y fait pas la fête comme à l'ordinaire. Lors de la fête femmes, les hommes étaient absents. C'était une possibilité donnée aux femmes du camp d'expérimenter des rapports en l'absence du regard et de la pression exercée par les hommes, notamment lors des fêtes habituelles où les rapports de séduction s'accompagnent généralement de domination des hommes sur les femmes. Lors de la fête LGBT, les jeux organisés permettaient de faire la fête d'abord avec des personnes du même sexe, pour changer. Comme chacun le sait et l'observe, les lesbiennes et les homosexuels sont opprimés dans notre société. En particulier, ils doivent se faire petits, voire invisibles durant les fêtes. La fête LGBT était destinée à renverser les normes en mettant les comportements lesbiens et homosexuels au centre. Elle était aussi l'occasion pour les hétérosexuels de s'ouvrir à des rapports différents de leurs habitudes.

Nous pensons que ces fêtes permettent de ressentir et de penser de manière inhabituelle, à l'encontre des rapports dominants entre les genres et entre les sexualités. Nous ne prétendons pas faire la révolution sexuelle en temps réel pendant ces fêtes, ni nous dispenser des luttes sociales et politiques indispensables pour nous libérer des oppressions de genres et des oppressions sexuelles, mais à coup sûr, ces fêtes nous ont permis de transformer un peu ou beaucoup nos regards et nos consciences.

Céline, |Nanterre|

Commission éducation

La commission permanente éducation a réuni principalement cinq pays européens (Allemagne, État Espagnol, France, Grèce et Italie). Nous avons fait un bilan de l'application du processus de Bologne (réforme ECTS / LMD, LOLF, LOPRI) dans nos pays et envisager des perspectives communes.
Le constat général est qu'il y a une similitude entre les attaques que subissent les travailleurs et les attaques que subissent les étudiants. Le but du patronat est de sélectionner une petite élite intellectuelle, d'individualiser les formations (et donc les salaires) et de professionnaliser les formations (diminuer les coûts de formations par les entreprises).
Pour empêcher toute révolte massive des étudiants, les gouvernements européens ne vont pas tous à la même vitesse, même s'ils suivent tous la même voie. Dans l'État Espagnol ou en France, la réforme ECTS / LMD est totalement appliquée et maintenant le gouvernement passe à l'étape suivante (mise en place de pôle d'excellence, choix des patrons dans les formations, etc.). En Italie, les ECTS sont en train de s'appliquer sur certaines universités depuis un an. En Grèce et en Allemagne, par contre, le processus en est à ses débuts : en Allemagne, il y a eu l'introduction de frais universitaires cette année et en Grèce, c'est le début de la professionnalisation des études (comme en France nous avions eu les licences pros dès 1999, prélude au LMD).
Il s'agit maintenant, pour les jeunes de la IVe internationale, de nous coordonner pour lutter ensemble. La première étape est de rester en contact et d'échanger régulièrement nos informations, nos points de vue et l'état des luttes dans nos pays. Nous ressortons aussi avec une date commune d'action, proposée par les camarades de l'État Espagnol. Nous allons pousser dans nos structures syndicales pour que le 17 novembre soit une journée d'action européenne contre le processus de Bologne.

Bernardo, |Jussieu|



Solidarité avec nos camarades du Scottish Socialist Party (SSP)

Le 30 juin dernier, pour avoir organisé une protestation silencieuse et pacifique lors de la séance de questions au premier ministre, quatre députés du SSP ont été suspendus et privés de leurs indemnités parlementaires pour le mois de septembre. Le crime de Colin Fox, Frances Curran, Rosie Kane et Caroline Leckie est d'avoir brandi des pancartes demandant que l'on respecte le droit à manifester contre le G8.

Un parlement qui retourne sa veste

Pourtant, cinq mois auparavant le Parlement écossais avait voté une motion de soutient au déroulement d'une manifestation contre le sommet du G8 à Gleneagles. Malgré cela, à moins de six jours de la manifestation, aucune autorisation n'avait été donnée. De fait les autorités cherchaient à faire échouer la mobilisation. Les députés du SSP ont été condamnés en leur absence sans droit d'appel par les députés du Labour, des Libdem, du SNP[1], et des verts. Les condamnations touchent aussi l'équipe (attachés parlementaires…) autour des députés du SSP qui sont payés par le biais des indemnités parlementaires.

Une répression sur tous les fronts

Les autorités n'ont pas hésité à organiser une répression de grande ampleur lors du G8. Des centaines d'arrestations ont eu lieu durant des manifestations. Brutalités et intimidations policières ont été au rendez-vous. Tous les contestaires du système sont des ennemis à abattre, voir des terroristes. La suspension des camarades du SSP s'inscrit dans cette logique répressive. Cela signifie aussi que 130000 électeurs ne pourront plus se faire entendre. Les conceptions de la démocratie par nos dirigeants sont à géométrie variable. La démocratie a bel et bien été suspendue pour ce sommet du G8…

Organiser la riposte

Le SSP est le résultat de l'unification de la gauche anticapitaliste écossaise. Il possède un poids non négligeable parmi les travailleurs depuis les six ans qu'il existe. Il a été extrêmement présent dans les campagnes contre les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Le SSP organise une campagne internationale afin de faire pression sur le parlement écossais et d'obtenir l'annulation des sanctions. Une pétition internationale a été lancée dans ce cadre. Vous aussi pouvez la signer en ligne sur le lien suivant :
http://www.thepetitionsite.com/takeaction/754099600?ltl=1122382283

Laurent, |Tolbiac| et ***Samir,*** |Nanterre|

* SSP: Parti Socialiste Écossais, Il s'agit du parti anticapitaliste écossais (www.scottishsocialist-party.org)
1. SNP, Scottish National Party, Parti Nationaliste Écossais, Il s'agit d'un parti bourgeois

Université d'été de la LCR

Un lieu de réflexion et de préparation de l'action

Du 24 au 28 août s'est tenue à Port Leucate, la 14e université d'Été de la LCR. Cette université était l'occasion d'approfondir un grand nombre de thématiques que la LCR et les JCR avaient abordées cette année. Nous sommes revenus sur l'analyse du 29 mai et la victoire du NON, et nous avons essayé d'élaborer des perspectives unitaires à gauche pour contrer Chirac et son gouvernement sans attendre 2007. Dans cette optique, nous avons analysé précisément les ordonnances du gouvernement de cet été et le Contrat Nouvelle Embauche (CNE).

Nous nous sommes aussi intéressés aux questions internationales (Venezuela, Brésil, Moyen-Orient, Afrique). Nous avons également continué notre analyse sur les différentes questions qui composent notre identité (féminisme, écologisme, etc.) Enfin, les cycles de formation et d'histoire ont permis aux 800 participant(e)s d'approfondir des questions comme la Révolution Française, Vichy, le Colonialisme…

Deux réunions des jeunes présents à l'université d'été ont eu lieu, regroupant 80 jeunes, investis pour moitié dans les JCR et pour moitié dans des secteurs jeunes de la LCR. Nous avons discuté de nos modes d'interventions dans les villes où nous sommes, ainsi que des perspectives dans la jeunesse pour notre courant politique.

Nous avons en projet de continuer le travail en commun que nous avons commencé l'année dernière (principalement autour de l'UNEF, d'ACG et du mouvement lycéen), et de nous donner des cadres de discussion et d'élaboration communs.

Correspondant, |JCR, LCR 13e-5e.|

Agenda

Vendredi 16 septembre :
Meeting à Paris contre la répression du mouvement lycéen

Samedi 24 septembre :
Manifestation internationale contre les occupations militaires

Mardi 4 octobre :
Grève et manifestation interprofessionnelle pour les salaires et les services publics, contre le contrat nouvelle embauche



Augmentation des frais d'inscription

« L'université c'est comme au cinéma, quand le prix du cinéma augmente, on regarde à l'entrée si on y va ou pas. Et puis c'est tout. »
Alain Tessin, Vice Président de Grenoble II

À la rentrée 2005 rentre en application la décision de l'équipe présidentielle de l'université Grenoble II d'augmenter très fortement les frais spécifiques (il s'agit de la part des frais d'inscription dont le montant est décidé par chaque université et qui s'ajoutent aux droits nationaux). Ces frais spécifiques atteindront désormais jusqu'à 900 euros en Master. Facultatifs en théorie, ils donnent accès à des prestations qui sont en réalité un minimum pour étudier (accès aux bibliothèques de section, ordinateur…) ou qui influent sur la valeur du diplôme (5 membres du jury de thèse au lieu de 3), donc une reconnaissance du diplôme variable selon que l'on paye ou pas les frais spécifiques. Cet événement d'apparence locale constitue un véritable enjeu pour l'ensemble des étudiants car beaucoup de présidents d'université observent avec attention la politique de Grenoble II et les résistances qu'elle entraîne afin de statuer sur de semblables augmentations dans leurs facs.

Pour faire passer ces augmentations, l'équipe présidentielle n'a pas hésité à utiliser des arguments massue tels que les risques de court-circuit et d'effondrement de la bibliothèque universitaire que devraient assumer ceux qui s'opposent à l'augmentation de ces frais.

Face à ces attaques, une campagne, impulsée par l'UNEF, unitaire (UNEF, Fac Verte, SUD étudiants), mais tardive s'est mise en place appelant au non-paiement des frais spécifiques et réclamant le retrait de la décision de l'équipe présidentielle.

Cette décision est d'ailleurs en cohérence avec l'orientation politique du gouvernement à laquelle adhèrent la plupart des présidents d'université, il s'agit en effet de restreindre l'accès de tous à l'université en jouant sur le levier de la sélection sociale (hausse des frais d'inscription et du coût de la vie étudiante en général – ticket RU, loyer) et de la sélection pédagogique. Sélection qui se fait déjà en partie l'entrée en Master 1 dans certaines universités voire même dès la première année de licence (comme à Annecy).

Pour le gouvernement, la remise en cause de l'accès de tous à l'université est un moyen, d'adapter les formations au besoin immédiat des entreprises. Cet accès aujourd'hui automatique et relativement massif des bacheliers vers l'enseignement supérieur est la cible des libéraux, car elle constitue un obstacle aux exigences des patrons en terme de formation. Pour cette raison, le gouvernement va certainement vouloir poursuivre cette politique, mais

« À la sortie du baccalauréat, tout le monde ne doit pas accéder à l'université. »
Francis Mer

échaudé par le mouvement de grève des étudiants de l'automne 2003 et affaiblit par ses échecs électoraux de 2004 et 2005, il va peut-être préférer agir de manière fractionnée et progressive afin d'éviter un affrontement central avec les étudiants.

Dans notre opposition à cette logique, nous devons être le plus unitaire possible (unité entre organisations étudiantes, mais aussi avec les syndicats de personnels et de profs, avec qui un accord peut être trouvé sur la question de la défense du service public) et exiger un réengagement financier de l'État comme réponse au manque de moyen.

Clément, |LCR Grenoble|

édito

L'année commence très fort !
Ca explose dans tous les sens. Ca explose (au sens propre) en Irak, avec l'occupation militaire qui continue. La nouvelle Constitution irakienne ne parvient pas un quart de seconde à faire croire que c'est la population irakienne qui décide, alors que l'occupation est contestée jusque dans la population américaine et que Bush est au plus bas dans les sondages. Il faut dire que les milliards qui partent dans la guerre aux États-Unis, mis à côté de la situation des pauvres en Amérique après le passage de l'ouragan Katrina, cela montre bien la priorité de Bush : laisser crever les peuples, qu'ils soient hors d'Amérique ou à l'intérieur. Dans tous les cas, ceux sur lesquels on tape en premier, ce sont les noirs et les Arabes, avec un mépris et un racisme de plus en plus visibles.

En France, le gouvernement n'a pas pris de vacances. Les ordonnances qui sont passées cet été constituent des attaques phénoménales contre les jeunes et les travailleurs : casse de nos droits au niveau du travail avec le Contrat nouvelle embauche (CNE), application de la réforme Fillon sur les lycées, augmentation phénoménale des frais d'inscription dans les universités. Son avant-garde, Sarkozy, profite de l'incendie d'immeubles qui appartiennent à la Mairie de Paris pour continuer à mettre en œuvre une politique particulièrement réactionnaire : campagne raciste, expulsion de squats…

Restons groupés !
Les multiples attaques peuvent diviser nos luttes : les uns pour la réquisition des logements vides, les autres contre l'augmentation des frais d'inscription et la LOPR (nouvelle version de la LOPRI, dans les universités), d'autres encore contre le CNE ou la répression contre les lycéens. Sans parler de l'offensive idéologique raciste, qui vise à faire croire que nous n'avons pas les mêmes intérêts quand nous vivons dans des pays ou que nous avons des couleurs de peau différents.
Nous construirons toutes ces luttes. C'est même urgent, il faut agir, revendiquer, ne pas se laisser faire. Mais nous n'oublierons pas que, quelque soit notre pays, quelques soient les attaques que nous subissons, nous avons des ennemis communs. Notre but, c'est de les dégommer !
La victoire contre la Constitution européenne est un point d'appui : elle a prouvé que ceux qui mettent en place les politiques libérales sont illégitimes. Prochaine étape : le 4 octobre, avec une grève et des manifestations interprofessionnelles. Tous ensemble, dégageons Bush, Chirac et Sarkozy !

Sommaire

Monde
Katrina : il n'y a pas de fatalité 4
Le cauchemar irakien de Bush
Lettre de Michaël Moore à Bush
Iran : chronique d'une guerre annoncée 5
Liberté pour la Palestine
Liban : futur terrain de jeu des États-Unis ?

Dossier 6-7
Dehors Chirac et Sarkozy

Hexagone
Lycées et collèges : la rentrée s'annonce mal 8
Inscription à la fac pour tous et toutes
Non aux expulsions
Contrat nouvelle embauche 9
Les prostituées baisées par Sarkozy
Tous et toutes à l'Existrans

22es rencontres internationales de jeunes 10-11

Kultur
Rap et révolution 12

Katrina : il n'y a pas de fatalité

La catastrophe provoquée par le cyclone Katrina est en train d'entraîner un véritable séisme politique aux États-Unis. Les images des dizaines de milliers de sans-abri attendant désespérément les secours ont fait le tour des États-Unis et de la planète et au-delà de l'évidente compassion vis-à-vis des victimes des inondations, c'est une remise en cause à grande échelle de l'administration Bush qui est en train de s'opérer.

La catastrophe était prévisible

L'argumentaire déployé par Bush et ses conseillers selon lesquels on ne pouvait pas prévoir une catastrophe d'une telle ampleur ne tient pas la route. Tout d'abord, de nombreux experts font le lien entre ce type de catastrophe et le réchauffement de la planète, phénomène auquel les États-Unis, qui refusent de ratifier le protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre, participent grandement. Ensuite, de nombreux rapports de scientifiques ont été produits, qui, il y a des mois, voire des années, prévenaient de la tragédie qu'engendrerait un puissant cyclone dans cette partie des États-Unis : rupture des digues, inondations, morts, réfugiés, difficultés pour évacuer les habitants ou pour acheminer les secours, tout y figurait. Mais l'administration Bush n'en a pas tenu compte, bien au contraire.

Les noirs et les pauvres n'intéressent pas Bush

Le rappeur Kanye West a mis les pieds dans le plat lors d'un grand show de solidarité sur NBC : *« Georges Bush s'en fiche des Noirs (…). Dans les médias, vous voyez une famille noire et la légende dit : « Ce sont des pillards » et vous voyez une famille blanche et ça dit : « Ils cherchent de la nourriture » »*. Tel est le fond de l'affaire. Car on se doute bien que si des experts avaient remis un rapport prévoyant une catastrophe humanitaire à Manhattan, le gouvernement aurait réagi différemment. Et si cela avait été des dizaines de milliers de blancs qui appelaient à l'aide, les secours n'auraient pas mis 5 jours à arriver. Ce que révèle la catastrophe Katrina, c'est que Bush ne se préoccupe que de la santé des firmes multinationales dirigées par ses amis et des milliards de bénéfices générés par les entreprises de sa famille et de ses proches. La santé et la vie des pauvres et des Noirs, ce n'est pas son affaire. Et cela, même les plus grands médias américains l'ont dit, suscitant une véritable révolte contre Bush et son administration, révolte qui pourrait s'amplifier dans les semaines qui viennent.

Quelles priorités budgétaires ?

« Il apparaît qu'il y a eu un transfert de fond en direction des budgets de la sécurité intérieure et de la guerre en Irak. (…) Personne, ici, n'est content que les digues ne puissent, en conséquence, être achevées. Nous ferons tout pour que [l'Administration] comprenne que ces digues sont pour nous une question de sécurité » (New Orleans Times, juin 2004). La somme allouée à la restauration des côtes du Mississipi était de 14 milliards de dollars mais Bush a l'a réduite à 1,2 milliard de dollars. En juin 2004, une coupe de 71 millions de dollars a été opérée dans le budget de la restauration des digues de la Nouvelle-Orléans, soit une réduction de moitié. Comme le disait un journaliste de la BBC, *« les Américains ont découvert avec Katrina qu'en votant pour la guerre contre le terrorisme ils avaient voté sans le savoir pour la réduction des budgets sociaux, pour le néolibéralisme »*. Plus d'un tiers des Gardes Nationaux de Louisiane sont en Irak, ainsi que des dizaines de véhicules et d'hélicoptères qui auraient été bien utiles pour sauver les rescapés de la catastrophe.

Le coupable : Bush et sa politique

Des dizaines de milliers d'Américains ont fait le lien entre la politique néolibérale et guerrière de Bush et le drame de la Nouvelle-Orléans. La catastrophe Katrina révèle ce qu'est le projet de société de ce dernier. Un monde dans lequel les pauvres, les chômeurs, les Noirs, les Arabes… n'ont pas leur place. Un monde où c'est uniquement le profit qui gouverne. À l'heure où Sarkozy nous explique qu'il faut plus s'inspirer du « modèle américain », à l'heure où des dizaines de milliers de personnes meurent chaque jour des conséquences des politiques menées par les grandes puissances, nous devons plus que jamais dénoncer tous ceux qui veulent nous imposer un projet de société qui est une guerre permanente contre les pauvres du monde entier.

Julien, |Tolbiac|





« George W. Bush s'en fiche des noirs »

« Je hais la manière dont ils nous décrivent dans les médias. Vous voyez une famille noire et (la légende dit) « ce sont des pillards » et vous voyez une famille blanche et ça dit « ils cherchent de la nourriture ». Et vous savez il a fallu cinq jours (avant l'arrivée de l'aide fédérale) parce que la plupart des gens sont noirs ».
Voilà ce qu'a déclaré le rappeur Kanye West, sur NBC, une des chaînes les plus importantes aux US.

En effet, la colère gronde aux États Unis après l'ouragan Katrina qui a fait des milliers de victimes à la nouvelle Orléans (victimes noires en effet la nouvelle Orléans est le berceau de l'esclavage ou aujourd'hui encore la population y est majoritairement noire et pauvre.)

Cette catastrophe aurait pu être minimisée si les digues avaient été rénovées, le problème est que l'administration américaine avait jugé prioritaire de mettre cet argent pour tuer des Irakiens et certainement pas pour protéger la population noire des US.

Les déclarations de Bush après avoir laissé la population sans aides, ont été de les enfoncer encore plus, il a appelé à la répression contre les pillages, le vrai terme est plutôt répression contre les gens qui essayent de survivre et de se nourrir. La réaction des flics noirs de Louisiane a été de lui répondre « nous ne tirerons pas sur nos frères noirs » et beaucoup ont démissionné.

Ces actes de rébellion contre l'État sont révélateurs de la colère des gens.

La côte de popularité de Bush est au plus bas, l'administration américaine est en crise, c'est maintenant à la population de faire exploser cette colère dans la rue contre la politique de Bush, le racisme et la guerre.

Lettre de Michaël Moore

« Cher Monsieur Bush »…

Le passage du cyclone Katrina dans le sud des États-Unis a fait des dégâts colossaux et tués des centaines de personnes. La population la plus pauvre est la première victime du désastre. George Bush dit qu'il fait de son mieux. Voilà la réponse du cinéaste Michael Moore, dans une lettre du 2 septembre adressée au président.

« Où sont tous vos hélicoptères ? En avez-vous la moindre idée ? Nous en sommes au cinquième jour du cataclysme Katrina et des milliers de personnes sont toujours coincés dans la Nouvelle-Orléans : il faudrait les hélitreuiller. Bordel : où avez-vous bien pu égarer tous vos hélicos militaires ? Vous avez besoin d'aide pour les retrouver ? Une fois, j'ai perdu ma bagnole dans un parking Sears ! Eh ben, mec, quelle histoire ça a été ! Ah, et puis aussi, tous les soldats de notre garde nationale, vous savez où ils sont passés ? On pourrait vraiment les utiliser, là, tout de suite, pour le genre de choses qu'ils se sont engagés à faire, style « contribuer à des opérations de secours en cas de catastrophe nationale ». Comment se fait-il qu'ils n'étaient pas là, pour commencer ?

« Non, Monsieur Bush, vous continuez comme si de rien n'était. Après tout, vous n'y êtes pour rien, si 30 % de la population de la Nouvelle-Orléans vit en dessous du seuil de pauvreté, et si des dizaines de milliers d'habitants n'avaient pas de moyens de transport qui leur auraient permis de sortir de la ville. Déconnez pas : y sont blacks ! J'veux dire, c'est pas comme si ça s'était passé à Kennebunkport. Vous imaginez : laisser des Blancs sur leur toit, pendant cinq jours ? Ne me faites pas rire ! La race n'a rien, absolument rien à voir avec cette histoire !

« Restez où vous êtes, Monsieur Bush. Contentez-vous de trouver quelques-uns de vos hélicos militaires et envoyez-les là-bas. Facile : vous n'avez qu'à faire comme si les gens de la Nouvelle-Orléans et de la côte du Golfe du Mexique se trouvaient du côté de Tikrit. « Bien à vous, « Michael Moore » […]

1. Chaîne de magasins, N.D.L.R.

Le cauchemar irakien de Bush

L'été de Georges Bush aura été catastrophique. Car avant le cyclone Katrina, il a dû faire face à une autre tempête, nommée Cindy Sheehan. Cette mère d'un soldat décédé en Irak il y a plus d'un an a en effet décidé de déclarer la guerre au Président des États-Unis en plantant sa tente à proximité du ranch de Bush à Crawford, au Texas, où il espérait passer des vacances bien tranquilles. L'élan de sympathie suscité par Cindy Sheehan a dépassé tout ce que l'on pouvait attendre. Il révèle à quel point la politique de Bush, notamment l'occupation de l'Irak, est rejetée par des dizaines de millions d'Américains.

« La mère anti-guerre »

Qui est donc cette femme, que certains comparent aujourd'hui à Rosa Parks, cette femme noire qui avait refusé de se plier aux règles de la ségrégation et s'était assise dans la partie d'un bus « réservée aux Blancs », devenant par là un symbole de la lutte pour les droits civiques des Noirs-Américains ? Cindy Sheehan se décrit elle-même comme une *« simple citoyenne venue demander des comptes à son Président »*. Elle juge que son *« fils est mort pour rien »*, souhaite *« la fin de la guerre en Irak »* et *« le retrait des troupes US »*. Et elle avait décidé de camper en attendant que Bush accepte de répondre à ses questions, ce qu'il n'a pas fait, déclarant même : *« Je pense qu'il est important que moi aussi je puisse vivre ma vie »*.

Autour de Cindy Sheehan, des dizaines, puis des centaines, puis des milliers de personnes se sont rassemblées, déclenchant une véritable folie médiatique. Elle a dû répondre à plus de 250 interviews en une semaine !

Rejet grandissant de l'occupation de l'Irak

« L'affaire » Cindy Sheehan confirme ce que les sondages commençaient à révéler : de plus en plus d'Américains de veulent plus de la guerre en Irak. Plusieurs sondages menés au mois d'août montrent qu'entre 34 et 38 % seulement des Américains affirment soutenir l'occupation de l'Irak. Un tiers des sondés, en moyenne, demandent le départ immédiat des troupes d'Irak. Ces chiffres sont historiques et rappellent ceux qui avaient précédé la mobilisation massive pour la fin de la guerre du Vietnam. Les facteurs sont les mêmes : une guerre qui s'éternise, des milliers de soldats US qui meurent, l'impression que l'on a menti sur les vraies raisons de la guerre… Même les grands médias, du Washington Post au New York Times, sont de plus en plus critiques avec des éditoriaux ayant, par exemple, pour titre *« Quelqu'un a dû dire au Président que la guerre était finie »* (New York Times, 14 août).

Bush dans la tourmente

Cette remise en cause grandissante de la guerre en Irak est également une conséquence de l'héroïque résistance du peuple irakien face à la première armée du monde. Bush ne peut se vanter d'aucune « stabilisation » de l'Irak ou d'une quelconque « acceptation » de l'occupation par la population. Et l'approche des élections législatives US en 2006 fait trembler l'establishment politique. La guerre en Irak est devenue une question centrale dans la vie politique aux États-Unis, cela s'est vérifié lors de la catastrophe Katrina, où nombre de citoyens américains et d'éditorialistes ont fait le rapprochement avec le budget militaire et les personnels mobilisés en Irak, qui ont fait cruellement défaut à la Nouvelle-Orléans et au Mississipi.

24 septembre contre Bush

Le 24 septembre prochain, Cindy Sheehan sera avec les dizaines de milliers d'Américains qui manifesteront pour le retrait des troupes d'Irak. Il est probable que de nombreuses personnes rejoignent la manifestation car elles ont été révoltées par Katrina et par les conséquences intérieures de la politique étrangères criminelle des États-Unis. Cette date sera sans doute la prochaine étape dans la massification de la remise en cause de la politique de Bush et de l'occupation de l'Irak. Un signal positif pour tous ceux qui, aux quatre coins de la planète, se battent contre le capitalisme néolibéral et guerrier. Une nouvelle étape dans notre lutte permanente pour le retrait des troupes d'Irak.

Julien, |Tolbiac|

Contrat nouvelles embauches

Attaque sans précédent

Le 29 mai dernier, les travailleurs et les jeunes s'exprimaient en tant que classe pour dire non au traité constitutionnel européen. Ils refusaient ce projet de société qu'on voulait leur imposer et surtout délégitimaient ce gouvernement de droite qui appliquait en France ce qu'on leur proposait à l'échelle Européenne.

Après cette troisième claque prise dans les urnes en un peu plus d'un an (après les régionales et les européennes), la classe dirigeante décide de répondre en tant que telle et de finir coûte que coûte la destruction des acquis sociaux. C'est ce choix clair que fait Dominique de Villepin en décidant d'agir par ordonnances (c'est-à-dire sans aucun débat parlementaire). Sa plus grosse attaque depuis le referendum est la mise en place du contrat nouvelles embauches (CNE).

Avec le CNE, dont la date d'entrée en vigueur a été fixée au 4 août, les patrons des entreprises de moins de vingt salariés (c'est-à-dire 96 % de l'économie française et un tiers des salariés du privé), peuvent licencier quand bon leur semble, sans aucun motif, durant les deux premières années d'embauche. De plus, il faut savoir que pour un CDD, un patron doit verser en cas de licenciement, une prime de précarité au salarié égale à 10 % des salaires bruts versés. Cette prime étant socialement imposable, l'employeur payait des cotisations sociales patronales portant les coûts du licenciement à 15 % des salaires versés. Désormais, avec un CNE, les patrons verseront seulement une prime de précarité de 8 % aux salariés et une « contribution au service public de l'emploi » (ANPE et UNEDIC) égale à 2 % des salaires bruts versés. Il suffit donc de faire un calcul rapide pour se rendre compte que le coût de licenciement pour le patron diminue très sensiblement ! Donc en plus de n'avoir aucun motif à donner, le patron peut licencier à moindre coût…

Destruction, j'écris ton nom…

Avec ce nouveau contrat, la première pierre est posée pour le chantier de destruction du code du travail. Le MEDEF ne va pas s'arrêter là, et le CNE va bientôt s'élargir aux moyennes et grandes entreprises. Le gouvernement essaie de nous berner en disant que tout le monde y gagne : « les patrons vont embaucher car ils peuvent licencier ». Mais ceci n'est pas le genre d'embauche que nous attendons.

Le plus grave dans tout cela est la précarité totale dans laquelle sont mis les salariés. D'un point de vue individuel, il est impossible de louer un appartement ou bien de décrocher un crédit avec ce genre de contrat. Mais l'objectif est surtout de casser les résistances. Après les multiples exemples de grèves offensives qui se sont développées dans des petites boites privées, le CNE est le plus grand cadeau que l'on pouvait faire aux patrons. Quelle possibilité de revendication peut-on avoir lorsque notre patron peut nous mettre à la porte sans aucun motif ? Celle-ci est presque nulle. Mais précaires et non précaires vont devoir s'organiser dès la rentrée car après avoir exprimé leur refus d'une Europe libérale, ils ne sont pas prêt à accepter cette politique en France.

Marie, |Jussieu|

Les prostituées baisées par Sarkozy

Mars 2003, la Loi de Sécurité Intérieure (LSI) entre en vigueur. Instauration du délit de racolage passif, double peine pour les étrangères reconduites à la frontière, interdiction d'exercer dans un véhicule,… Se prostituer signifie désormais être passible de 6 mois de prison et 3750 euros d'amende.

Les prostituées descendent dans les rues de Paris en novembre. 27 ans que ce n'était pas arrivé !

Il y'a environ 18000 prostituées en France, Françaises et étrangères à peu près en nombre égal, dont 7000 en région parisienne, 70 % de femmes et 30 % d'hommes. Sur les quelques 3200 procédures pour racolage en 2003, seul 6 % étaient à l'encontre de Françaises. La loi est appliquée sans faiblesse, 5152 procédures en 2004. Que ce soit sur internet, dans les bars (2000 filles à Paris) ou dans les « salons de massage », la chasse aux prostituées bat son plein.

La loi Sarkozy nous repousse dans la clandestinité, nous rendant plus vulnérables que jamais. Crise économique et crise de l'emploi, le nombre de « nouvelles » a augmenté en 2004 : plus 30 % à Nice, plus 70 % à Toulouse…

Outre les cas de viol par des policiers, les « dérapages » sont multiples : harcèlement, injures, intimidations, humiliations… Ce sont les gardes-à-vue passées complètement nue ou les filles libérées après avoir fait le ménage dans le commissariat. Act-Up fait état de cas ou les traitements contre le sida ont été confisqués.

Le nombre de traitements d'urgence contre le sida après des viols sans capote a été multiplié par dix. En novembre, une prostituée qui avait porté plainte pour viol a vu son agresseur se faire condamner à… lui verser le prix d'une passe. Les étrangères victimes de viol sont expulsées avant un quelconque procès.

Ces exemples ne sont pas des cas isolés, comme en témoignent les registres de l'association Cabiria qui fait fonctionner une ligne d'urgence 24 heures sur 24.

Les difficultés nous obligent à baisser les prix et à accepter des pratiques d'habitude refusées. Les associations de lutte contre les MST dénoncent l'anéantissement de 10 ans de travail.

Mars 2005, à Lille, les prostituées de l'association Entr'Actes collent des affiches sur les bus côté trottoir avec pour slogan « Clients, jouez-vous à la roulette russe ? ».

Un(e) prostitué(e) doit se présenter comme une pauvre victime, soumise aux proxénètes ou à la misère sociale. Nos alliées ne le restent que si nous restons à notre place, à subir en attendant qu'une main généreuse vienne nous aider, comme le Bus des Femmes qui a tenté d'empêcher la mobilisation entamée en province de s'étendre à Paris.

Dans le même esprit que la loi sur le voile, on prétend nous libérer contre notre gré, par le biais de la répression. « Manipulées », la parole nous est constamment refusée, souvent au profit d'associations disant œuvrer pour nous. Assez de cette infantilisation ! Assez de cette fausse solidarité d'abolitionnistes se prétendant féministes qui tentent de nous faire arrêter ! Assez de ces programmes de réinsertions identiques à ceux des prisonniers de droit commun !

Se dire abolitionniste et hurler que la femme n'est pas une marchandise c'est bien joli. Non, nous ne sommes pas des marchandises, nous sommes des travailleuses, prestataires d'un service sexuel. [*Cette vision n'est pas la position de l'organisation. Pour plus de détails concernant les positions des la LCR et des JCR consultez la brochure « prostitution (s') en sortir » éditée par la LCR*] Nous sommes des travailleuses en lutte pour une reconnaissance, un statut. La spécificité de la profession ne fait qu'accroître le besoin de solidarité dans la lutte et pas de pitié charitable. Notre métier doit être reconnu.

Lutter contre les causes socio-économiques de la prostitution est le seul moyen de lutter pour son abolition. Sa disparition implique la destruction du système capitaliste dont elle est une conséquence inévitable.

Seule solution : la légitimation. Peut-être verrons-nous alors enfin la création d'un syndicat des travailleuse(eur)s du sexe, (« sud-sexe » ça sonne bien, non ?).

Nous crions dans le vide.

Abrogation immédiate des dispositions de la Loi de Sécurité Intérieure, arrêt de toutes les procédures contre les prostitué(e)s, légitimation du travail sexuel !

Correspondant



Tous et toutes à l'Existrans !

Pour la neuvième année consécutive, l'Existrans, marche des trans (transsexuels, transgenres), défilera à Paris le 1er octobre. Le gouvernement ayant déclaré le SIDA « cause nationale » en 2005, c'est cette question qui sera mise en avant, avec le slogan : « Psychiatrisé-e-s, discriminé-e-s, contaminé-e-s ». La principale revendication est de connaître enfin les vrais chiffres : officiellement, il n'y aurait que 700 transsexuels en France, alors que les associations estiment le nombre entre 60000 et 100000 ! Connaître le nombre exact est extrêmement important, car selon les associations, ce sont 30 % des trans qui sont touché-e-s par le SIDA, soit la communauté la plus atteinte. Révéler la vérité forcerait les pouvoirs publics à enfin les prendre en compte.

Les trans sont des personnes qui ne se reconnaissent pas dans le genre qu'on leur a imposé. Cela signifie par exemple qu'une personne née avec un corps de femme peut néanmoins se sentir homme et décider de vivre autrement que comme les normes et codes le lui imposent. Certaines personnes décident de se faire opérer afin de changer de sexe biologique, ce sont les transsexuels. Mais si l'État estime qu'il y en a si peu en France, c'est parce que le parcours que l'on leur impose, dans le cadre européen, est extrêmement difficile. La première étape est la psychiatrisation, car on considère que quelqu'un qui ne se reconnaît pas dans les schémas de la société est nécessairement dérangé.

Ce n'est qu'avec l'accord du psychiatre, et après au moins deux ans de thérapie, que la prise d'hormones est autorisée. Par ailleurs, la Sécu ne prend pas en charge les traitements nécessaires à vie après la prise des hormones qui développe parfois des cancers. Enfin, après deux ans de traitement, l'opération de changement de sexe est possible. Mais celle-ci se révèle également une galère. Alors que des techniques et des connaissances existent (pour créer un vagin ou un organe génital), les chirurgiens en France sont souvent très peu formés. Cela signifie que les transsexuels doivent se rendre à l'étranger (en Belgique, en Grande-Bretagne, voire en Thaïlande ou ailleurs) pour éviter les « chirurgiens-bouchers », les opérations ratées ou les résultats décevants (vagins peu profonds, frigidité…).

Ce parcours du combattant n'a pas été mis en place par hasard : il y a une volonté de ne pas reconnaître les trans comme des êtres humains normaux. Ce sont des malades, des monstres, des parias ou tout simplement ils n'existent pas. D'ailleurs, tant que l'opération finale n'a pas été pratiquée, certificats à l'appui, un-e trans reste inscrit-e sous ses nom et sexe d'origine à l'état civil. Et quand cela est fait, la discrimination légale existe toujours, comme pour le couple de trans qui s'est vu interdit de mariage à Rueil-Malmaison (92) en juin dernier, alors que les deux membres du couple sont officiellement de sexes différents !

Il est vrai qu'en refusant de se mettre dans la bonne case homme/femme, voire en se définissant comme autre chose, les trans dérangent l'ordre établi. La reconnaissance de leurs droits et de leur dignité passe par celle de leur existence et par leur visibilité. C'est pour cela qu'il faut lutter !

Rendez-vous le 1er octobre, 14 heures, Place Saint Gervais (Métro Hôtel de Ville) à Paris

Playmo-Bill, |Nanterre|

À Orléans, la lutte pour les Sans-papiers s'organise

Orléans ville de droite pilote dans le flicage des sans-pap fait du très bon boulot rien que cet été, des procès à la pelle pour des reconduites à la frontière touchant principalement des familles avec enfants. Plusieurs comités de soutiens, notamment des comités créés par des parents d'élèves pour soutenir les enfants de sans-papiers en danger se sont créés et ont travaillé tout l'été via un réseau bien organisé. Aide pour remplir les dossiers de demande d'asiles, mais surtout être présent lors des procès afin de faire pression sur les autorités qui commencent à flipper en voyant qu'il ne s'agit plus uniquement des militants habituels mais aussi de personnes qui jusque-là ne s'étaient pas impliquées dans cette lutte, parents d'élèves, mais aussi maire UDF de Fleury (agglomération orléanaise)… sans oublier une forte médiatisation via la radio régionale (france bleu), article dans les journaux (régional, ELLE, la vie catholique (!!)). Pour continuer un travail qui se présente comme prometteur et pour que cela prenne une tournure plus nationale, une manifestation est organisée samedi 10 septembre, à laquelle quelques personnalités devraient répondre présentes. Nous espérons qu'elle aura l'impact souhaité et qu'il y aura du monde pour dénoncer les agissements de plus en plus racistes et les manières qui en rappellent d'autres d'un temps pas si lointain et bien sombre de ce gouvernement.

Anna, |Orléans|

Plus de 60 personnes en grève de la faim au centre de rétention de satolas à Lyon

Nous avons été informés que depuis ce lundi 29 août 2005, 16 heures, plus d'une soixantaine de sans papiers retenus au centre de rétention de rétention de Satolas à Lyon, ont déclenché une grève de la faim illimitée pour dénoncer :

- les conditions inhumaines qu'ils vivent au sein du centre;
- les arrestations arbitraires et au faciès;
- l'insuffisance des moyens juridiques mis à leur disposition;

Ils réclament l'annulation des APRF, leur libération provisoire en attendant la réouverture de leurs dossiers administratifs.

Dans le centre de rétention, ils sont environ 70 personnes de différentes nationalités : sénégalaise, algérienne, marocaine, russe, kosovar, tunisienne, camerounaise.
Parmi les retenus se trouve une famille avec deux enfants en bas âges (2 à 3 ans).

Lycées et collèges

Avec Fillon ou De Robien, la rentrée s'annonce mal

Fillon a été obligé de partir après la défaite du gouvernement au référendum sur la Constitution européenne et au mouvement lycéen. Mais son successeur continue sans problème sa politique, en particulier l'application de la « loi d'orientation sur l'école ». Les décrets d'application sont tombés cet été.

Ce qui révolte le plus les profs, c'est le remplacement des enseignants absents par des enseignants du même établissement. Cela permet au gouvernement de moins embaucher de remplaçants. Pour forcer la main aux profs qui refuseraient de faire les remplacements, des emplois du temps avec des trous à l'intérieur ont été imposés dans certains établissements, tandis que l'augmentation du coût de la vie incite les profs à céder.

Au cas où ils se rebelleraient malgré ça, les remplacements deviendront obligatoires à partir de décembre…

Deuxième volet de l'application, la mise en place de bourses au mérite ! Donc, vu que les meilleurs élèves sont la plupart du temps ceux qui ont des moyens chez eux (livres, aide, accès à la culture…), cela revient à donner encore plus à ceux qui ont de l'argent, et encore moins à ceux qui n'en ont pas.

Troisième volet, la mise en place, petit à petit, du « socle commun », minimum enseigné à tous, par opposition aux autres enseignements, que seuls les meilleurs pourront suivre. Le contenu du socle commun n'est pas précisé pour le moment, mais le sera par un « haut conseil » de neuf personnes… Pour ceux qui seront en difficulté, il sera mis en place un programme personnalisé de réussite éducative, qui stigmatisera l'élève et le conduira à ne pas accéder à tous les enseignements, en l'orientant vers les filières courtes et professionnelles.

Quatrième volet, la mise en place d'une certification à vocation internationale pour les langues vivantes. Le résultat, c'est que l'évaluation de ces langues ne se fera petit à petit plus par le brevet ou le bac, diplômes nationaux et anonymes (dans une certaine mesure) mais par ces certifications, qui semblent pouvoir être réalisées par des établissements privés…

Un volet supplémentaire, c'est l'augmentation de l'autonomie des établissements pour la gestion des personnels, qui perdront de nouveaux des droits et des garanties dans l'affaire.

D'un autre côté, le gouvernement a mis en place à cette rentrée des « emplois de vie scolaire », pour remplacer les emplois-jeunes. Après la disparition du statut de MI-SE, on tombe encore un cran plus bas : ce sont des emplois payés au Smic, où les salariés pourront faire n'importe quel travail dans l'établissement. Ils seront des bouche-trous ultra-précaires et mal payés, se qui permettra de faire des économies en n'embauchant pas des fonctionnaires.

En plus de toutes ces mesures, la rentrée elle-même se fait dans de très mauvaises conditions. Dans de nombreux collèges et lycées, les classes atteignent ou dépassent 35 élèves par classe. Résultat, dans certains bahuts, les profs ont fait reporter la rentrée et menacent de se mettre en grève. Des classes à 30 ou 35, ce sont des conditions d'études qui ne permettent qu'à une minorité de suivre et de réussir. Nous devons soutenir les profs qui se mobilisent contre cette situation. Si les enseignants prennent un peu le relais, ce sera positif car cela permettra peut-être de redonner courage aux lycéens démotivés par la défaite contre la réforme Fillon. En nous appuyant sur la mobilisation des enseignants, nous pouvons reprendre la lutte. Dans tous les lycées, la signature de la pétition contre la répression du mouvement lycéen peut aussi être un point de départ pour commencer à renouer des contacts pour se mobiliser à nouveau. Le gouvernement craint une mobilisation dans l'éducation, c'est pour cela qu'il a accepté l'ouverture de classes dans toutes les écoles qui se sont mises en grève à cette rentrée. Cela doit nous donner confiance !

Antoine, |Jussieu|

Étudier est un droit pas un privilège !

Inscription pour tous et toutes !

Cette année encore plusieurs centaines d'étudiants se retrouvent sans inscription à l'université alors qu'ils possèdent tous les diplômes requis pour le faire. Les « sans-facs » sont désormais une habitude dans les universités de la région parisienne et les grandes universités de province. Chaque année les administrations des facs refusent d'inscrire des centaines d'étudiants.

Cette situation est en grande partie due à la pénurie budgétaire qui règne sur les universités depuis plusieurs dizaines d'années et qui s'accentue avec l'application des réformes LMD. Les administrations des facs qui relaient la politique du gouvernement choisissent, pour gérer cette pénurie, d'instaurer une véritable sélection à l'entrée des universités afin de réduire le nombre d'étudiants.

Même si personne n'est à l'abri de cette sélection, elle touche bien évidemment en priorité les étudiants étrangers et les jeunes issus des quartiers populaires. Les administrations des facs n'hésitent plus à envoyer des lettres de refus illégales pour ne pas inscrire des étudiants. Nous voyons de plus en plus de lettres de refus pour capacités d'accueil atteintes, des lettres qui encouragent les étudiants à ne pas s'inscrire dans certaines filières, ou même à ne pas s'inscrire à l'université quand ce sont des étudiants qui n'ont pas obtenu un bac général.

Les sans-facs ne sont pas le fruit du hasard, ce problème est le fruit d'une politique discriminatoire. Nous pensons qu'étudier est un droit pas un privilège. Nous devons lutter pour l'inscription de tous les sans-facs, et l'égalité entre français et étrangers.

Une inscription pour tous !

Comme chaque année l'Unef principalement et SUD étudiant tiennent les chaînes d'inscription et recense l'ensemble des problèmes d'inscription. Nous ne devons nous faire aucune illusion, pour obtenir l'inscription de tous les sans-facs, nous devons être capables de mettre assez de pression sur les administrations des facs pour les obliger à inscrire. Bien évidemment il faut encourager la lutte des premiers concernés, les sans-facs, car ils sont les mieux placés pour mener la lutte jusqu'au bout.

À la fac, c'est la sélection pour tous.

Mais la question de la sélection à l'université nous concerne tous. Avec l'application de la réforme LMD la sélection se renforce. L'augmentation des frais d'inscription, le durcissement des modalités de contrôle des connaissances (suppression des sessions de rattrapage, instauration de notes éliminatoires…) réduit le nombre d'étudiants qui peuvent s'inscrire à l'université ou qui sortent de la fac avec un diplôme de l'enseignement supérieur.

Les sans-facs ne sont que la partie la plus visible des attaques qui touchent l'enseignement supérieur. C'est pourquoi nous devons tous nous battre pour l'inscription de tous les sans-facs et contre les réformes universitaires LMD mais aussi la LOPRI qui contribuent au démantèlement de l'enseignement supérieur, qui cassent nos droits en tant qu'étudiants et que futurs salariés.

Mathilde, Nanterre.



Non aux expulsions, réquisition des logements vides !

En quelques mois, 53 morts dans des incendies d'immeubles insalubres. Ca ne peut pas durer. Alors que certains vivent dans de luxueux appartements tout frais payés par l'État, d'autres, et de plus en plus, survivent dans ce que l'on peut appeler des bidonvilles. On croyait que ca n'existait plus ? Et bien non : sans eau ni électricité avec des tôles en guise toits, ces logements de fortunes se développent, parce que le loyer est trop cher, parce que les proprios ne veulent pas de noirs dans leurs appartements, parce que les écarts entrent les plus riches et les plus pauvres se creusent, parce que les gouvernements successifs développent une propagande raciste pour nous diviser et exclure une partie d'entre nous…
Et après ça, la réponse de Sarko : on va fermer « tous les squats et immeubles vétustes », « on relogera ceux qui sont en situation régulière, on expulsera les sans-papiers »…et de mettre en pratique sa politique le jour de la rentrée scolaire, en expulsant des familles entières de squats empêchant les enfants d'aller à l'école. Ou vont-ils dormir ? Sous les ponts ??? En effet, aucun relogement fixe n'est prévu : quelques nuits à l'hôtel et quand le raffus médiatique sera retombé : débrouillez-vous !!!
Des dizaines de milliers de logements sont vides à Paris, réquisitionnons-les !
De nombreuses villes (comme Neuilly…) refusent de contruire des HLM, battons-nous pour les y forcer !
Non aux expulsions, régularisation de tous les sans-papiers…

Le problème des logements à Paris est avant tout un problème de choix politique de la Mairie de Paris et du gouvernement. Il y a à Paris, environ 110000 familles qui sont en attente d'un logement social et le parc HLM ne compte que 150000 logements (dont la plupart occupés). Il faut donc construire des logements de toute urgence.

Les Sociétés d'Économie Mixte, tout bénéf pour la Mairie et les promoteurs.

La Mairie de Paris gère, via des Sociétés d'Économie Mixte (SEM) plus de 90000 logements et de nombreux terrains en construction. Les SEM sont des entreprises où la Mairie de Paris est majoritaire au conseil d'administration. Le plus souvent, ce sont d'autres structures d'État qui ont des parts importantes dans ces SEM. Par exemple, le conseil d'administration de la SEMAPA (chargé de l'aménagement de la Rive-Gauche) réunit La Ville de Paris (actionnaire majoritaire avec 57 % du capital), la SNCF (20 %), la RIVP (10 %), l'État (5 %), la Région Ile-de-France (5 %) et divers partenaires privés (3 %). La Marie de Paris participe à 20 SEM et cela représente un apport au budget de la ville de 1,2 million d'euro (soit le quart de son budget primitif). Le but de ces SEM est de gagner de plus en plus d'argent. Pour cela, les SEM construisent des bureaux, dont la location sera beaucoup plus rentable que des logements sociaux.

L'exemple du 13e arrondissement de Paris.

Le 13e arrondissement de Paris est l'arrondissement qui a le plus de logements sociaux (a lui seul, il représente le quart des logements sociaux de Paris soit 1 000 places). La plupart de ces logements sociaux sont insalubres (il y a eu des cas de saturnismes) et surpeuplés. La Ville aurait dû construire de nouveaux logements sociaux et rénover les anciens. Mais au lieu de cela, la Mairie (c'est-à-dire le PS et les Verts), via la SEMAPA a construit des bureaux dans tout le 13e arrondissement. Pour amorcer les locations, elle a loué à la SNCF et France Télécom les bureaux qu'elle venait de construire. C'est seulement après qu'un immeuble ait brûlé le 25 août, faisant 17 morts dont 14 enfants que le PS et les verts disent qu'ils vont agir…

Nos vies valent plus que leurs loyers !

Mais pour vraiment agir et résoudre le manque de logement, il faut faire des choix politiques qui remettent en cause la loi des profits. Il faut considérer que le logement est un droit pour tous. Il faut s'opposer aux propriétaires et à leur logique du profit.

C'est pour ça que solution n'est ni à droite (qui vire les squatteurs), ni à gauche (qui gère le système). Le problème du logement nous concerne tous et toutes. La solution est de nous prendre en main pour exiger la réquisition des logements vide ; pour exiger une vraie politique de construction de logements décents et enfin pour exiger un blocage des loyers.

Bernardo, |Jussieu|



Iran : chronique d'une guerre annoncée

Depuis plusieurs années, l'Iran est cité par Bush comme faisant partie de « l'axe du mal », et donc comme étant l'une de ses prochaines cibles. L'actualité récente montre que les préparatifs de guerre s'accélèrent.

Pour attaquer un pays, il faut d'abord préparer l'opinion, montrer que c'est lui qui est l'agresseur, puis qu'on n'a pas d'autres choix que la guerre pour sauver la paix (!) « *J'espère que nous pourrons régler cela de façon diplomatique, mais je n'exclus aucune option.* », affirmait Bush début 2005.

Après les armes de destruction massive, le nucléaire.

L'Iran est accusé de chercher à développer un armement nucléaire en produisant de l'uranium appauvri. Pourtant, ce pays a signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires, contrairement à deux alliés importants des États-Unis dans la région, Israël et le Pakistan. Pourtant, les États-Unis ne sont pas les meilleurs donneurs de leçons en la matière, puisqu'ils sont le seul pays qui ait osé utiliser l'arme atomique, à Hiroshima et Nagasaki en 1945, et qu'ils ont bombardé l'Irak, entre autres, avec des bombes à uranium appauvri. Qu'importe… ce sont ceux qui fixent les règles du jeu qui décident comment et à qui elles s'appliquent. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pond rapport sur rapport pour montrer le danger que représente l'Iran, comme le faisaient les « experts » envoyés en Irak avant la guerre. Et le gouvernement français s'inscrit dans cette démarche : « *Nous en appelons à l'Iran à prendre les mesures nécessaires au retour de la confiance, et surtout à revenir au cadre de l'accord de Paris [où l'Iran avait temporisé face à la pression internationale]* », a déclaré le ministre Douste-Blazy début septembre.

Démocratie made in USA

Cette campagne contre l'Iran s'inscrit dans le cadre du « projet Grand Moyen Orient », censé démocratiser la région à coup de bombes. Il est entendu que la démocratisation concerne les pays qui font obstacle aux intérêts états-uniens (comme l'Iran, la Syrie, la Palestine), et non pas ses alliés (tous les autres). Les opposants au régime iranien ont beau dénoncer les menaces d'intervention, expliquant qu'elles renforcent la légitimité du pouvoir actuel, la question n'est pas là. Comme d'habitude les cartes des projets d'oléoducs ramenant le pétrole et le gaz de la mer Caspienne expliquent les conflits suffisamment clairement pour que les principaux médias évitent de nous les montrer…

L'Iran a proposé d'envoyer de l'aide aux États-Unis pour soutenir la population de la Nouvelle-Orléans, mais Bush a refusé… La popularité de celui-ci est au plus bas depuis son « élection », l'idée que l'argent doit servir aux services publics, et non aux interventions militaires, est en train de devenir majoritaire aux États-Unis. Ce sont les mêmes mensonges qui ont servi à préparer l'opinion aux interventions désastreuses des États-Unis en Afghanistan et en Irak, qui nous sont resservis aujourd'hui. Si les leçons du passé servent à quelque chose, il faut à tout prix empêcher ce nouveau carnage annoncé : les militant-e-s du mouvement anti-guerre doivent reprendre du service.

Vincent, |Marseille|

Sources :

http://agircontrelaguerre.free.fr, rubrique Actualité internationale, notamment l'article de Michel Collon, A Londres, la guerre contre l'Iran a commencé,
http://www.monde-diplomatique.fr/, rubrique Iran
http://fr.fc.yahoo.com/i/iran.html

Liberté pour la Palestine

Cet appel, lancé le 9 juillet 2005 par des représentants de la société civile palestinienne décrit la situation inadmissible du peuple palestinien et demande de mettre en place par tous les moyens un boycott d'Israël pour obtenir une paix juste et durable.
Nous devons soutenir les demandes du peuple Palestinien, ainsi que leur lutte quotidienne contre l'État sioniste. En particulier après le démantèlement et la destruction des terres de Gaza et la recolonisation de la Cisjordanie par les Israéliens.

Un an après que l'avis consultatif historique de la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui a jugé illégal le mur qu'Israël construit sur le territoire palestinien occupé, Israël continue sa construction du mur colonial au mépris total de la décision de la Cour.

Après trente-huit ans d'occupation par Israël de la Cisjordanie palestinienne (y compris Jérusalem-Est), de la Bande de Gaza et des Hauteurs du Golan syriens, Israël continue à accroître les colonies juives.

Il a unilatéralement annexé Jérusalem-Est Occupé et les Hauteurs du Golan et annexe maintenant de facto de grandes parties de la Cisjordanie à l'aide du mur. Israël prépare également, dans l'ombre, son redéploiement de la bande de Gaza - pour établir et accroître les colonies en Cisjordanie.

Cinquante-sept ans après que l'État d'Israël ait été établi principalement sur la terre éthniquement nettoyée de ses propriétaires palestiniens, une majorité de Palestiniens sont des réfugiés, dont la plupart sont apatrides.

D'ailleurs, le système de discrimination raciale contre ses propres citoyens Arabes-Palestiniens derrière lequel il s'est retranché demeure intact.

À la lumière des violations persistantes du droit international par Israël, et étant donné que, depuis 1948, les centaines de résolutions de l'ONU ont condamné les politiques coloniales et discriminatoires d'Israël en tant qu'illégales et ont appelé à des remèdes immédiats, proportionnés et efficaces, et

Étant donné que toutes les formes d'intervention internationale et de tentatives de paix n'ont pas jusqu'ici convaincu ou forcé Israël à se conformer à la loi humanitaire, à respecter les Droits de l'Homme fondamentaux et à mettre fin à son occupation et son oppression du peuple de la Palestine, et en raison du fait que les peuples de conscience parmi la communauté internationale ont historiquement endossé la responsabilité morale de combattre l'injustice, comme illustré dans la lutte pour abolir l'Apartheid en Afrique du Sud par diverses formes de boycott, de retrait d'investissement et de sanctions ;

Inspirés par la lutte des Sud-Africains contre l'Apartheid et dans l'esprit de la solidarité internationale, de la cohérence morale et de la résistance à l'injustice et à l'oppression,

Nous, représentants de la Société Civile Palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid.

Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël.

Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix.

Ces mesures punitives non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de tous les terres Arabes et en démantelant le Mur
2. Reconnaissant les droits fondamentaux des citoyens Arabo-Palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et
3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU

Approuvé par :

Des dizaines de partis politiques, les syndicats, les associations, les coalitions et les organisations palestiniens représentent les trois parties intégrales du peuple de la Palestine : Réfugiés palestiniens, Palestiniens sous occupation et Citoyens palestiniens d'Israël.



Liban : **futur terrain de jeux des États-Unis ?**

Mardi 21 juin, l'ancien secrétaire général du Parti Communiste, George Hawi, est assassiné et la Syrie est accusée.

Cet homme s'est investi pour un Liban indépendant, il a appelé le peuple à se diriger vers le palais présidentiel afin de virer le Président de la République, dont le mandat a été renouvelé contre la volonté du peuple libanais.

Les ennemis des États-Unis…

Si l'on regarde un peu la situation syrienne actuellement, le gouvernement est, depuis l'invasion de l'Irak, ouvertement déclaré comme cible de Bush dans sa bataille de « propagation de la démocratie dans les pays du Moyen Orient ».

En mai 2003 Colin Powell s'est rendu à Damas pour accuser directement le président Al-Assad d'avoir fourni une aide militaire à Saddam Hussein et en profite pour ouvrir le sujet de l'alliance avec le gouvernement iranien, véritable menace pour la Maison Blanche. Une question se pose par elle-même, quel est l'intérêt, vu la menace américaine, pour la Syrie de commettre de tels meurtres qui sans aucun doute mêleraient plus les Américains dans les affaires de la région et donc la rendrait plus vulnérable aux attaques américaines. Est-ce que la mort du Premier ministre libanais Rafic Hariri a servi de tremplin aux États-Unis pour arriver concrètement à pouvoir s'attaquer à la Syrie, comme les attentats du 11 septembre leur ont permis de mener leur guerre « antiterrorisme » dans le monde entier ? Serait-ce un autre prétexte politique pour envahir la Syrie, qui représente quand même un danger pour Washington ?

…sont ses futures colonies ?

Le secrétaire d'État adjoint américain au Proche Orient, Burns avait appelé à l'application de la résolution 1 559 du Conseil de Sécurité, qui entraîne donc un retrait immédiat de la Syrie. N'est-ce pas eux qui ont envahi l'Irak sans véritable accord et résolution de la part de l'ONU ?

On assiste là encore à une transformation du Liban en véritable table de jeux des puissances mondiales. Toutes ces perturbations politiques ne font qu'aggraver la situation dans ce petit pays. D'ailleurs c'est de la même manière qu'a commencé la guerre « civile » des années 70 où les différences religieuses ont servi de chair à canon au service des grandes puissances.

Pourtant le peuple libanais avait montré ces derniers mois un intérêt particulier à la politique, à travers les manifestations massives qui ont eu lieu dans tout le pays. C'est au peuple libanais de décider lui-même du sort de son pays.

Yasmine, |Jussieu|

Les chiffres de la guerre

À l'heure où nous bouclons ce journal, Le coût de la guerre en Irak s'élève à 193 742 668 023 dollars US. Avec cet argent les états unis auraient pu au choix :

- Payer à 25 661 299 enfants une année d'étude à l'école élémentaire
- Payer à 9 392 928 étudiants une année entière d'étude.
- Employer 3 357 587 enseignants pour une année.
- Payer totalement le fond mondial de lutte contre la faim pendant 8 ans.
- Payer totalement le fond mondial de lutte contre le SIDA pendant 19 ans.
- Payer les vaccins de base pour tous les enfants du monde pendant 64 ans.

Pour voir l'évolution seconde par seconde, allez sur http://costofwar.com/

Le 24 septembre, mobilisons-nous contre les occupations militaires

À cette date, aux États-Unis, il y aura une manifestation contre la guerre en Irak. Pour nous, c'est l'occasion de rappeler que les occupations militaires sont nombreuses dans le monde : il y a l'Irak, toujours occupé par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Il y a aussi la Palestine, où le retrait de la bande de Gaza ne doit pas faire oublier que la population Palestinienne est complètement dispersée, avec une occupation militaire violente, des contrôles systématiques, etc. Nous devons aussi rappeler que la France ne vaut pas mieux, puisqu'elle participe à l'occupation de l'Afghanistan et qu'elle maintient des dictatures pour défendre ses besoins dans de nombreux pays d'Afrique (par exemple au Togo, où elle a participé au truçage des élections) ou occupe directement (Côte-d'Ivoire). Sans parler des colonies qui existent toujours, où ce n'est pas la population qui décide mais Chirac ! (Polynésie, La Réunion…) Tous ensemble contre les occupations !

Dossier

Trois ans ça suffit !

Dehors Chirac et Sarkozy !



Entre Raffarin I, II et III et le gouvernement Villepin, beaucoup de têtes ont changé ou bougé. Sarko repart et revient, un coup à l'intérieur, puis aux finances, puis à nouveau premier flic de France. Fillon a fini par dégager après avoir été à l'origine des deux plus grands mouvements depuis 2002, mais aussi de plusieurs des pires attaques contre les droits sociaux. Après la déroute des élections de 2004 les ministres les plus grillés (Ferry, Bachelot, Mer…) ont dégagé, immédiatement remplacés par d'autres, plus présentables mais non moins agressifs.

Depuis 2002, c'est une seule et même logique qui nous est présentée : détruire le plus d'acquis sociaux pour servir au mieux les intérêts du MEDEF. Et jusqu'à présent, rien n'a enrayé cette machine de combat dont on change les pièces de temps en temps pour faire retomber la pression ! Pourtant, les salariés de la fonction publique, les profs, les emplois-jeunes, les intermittents, les étudiants, les chercheurs, les précaires, les salariés du privé, les lycéens et bien d'autres encore se sont succédé dans la rue pour tenter de contrer les coups de la droite.

On ne s'étonne donc pas de voir cette politique se perpétuer et même s'accélérer avec Villepin. Pourtant, l'illégitimité d'un gouvernement tout droit sorti de la gifle électorale du 29 mai est énorme. Pressé par le temps et de moins en moins sûr de sa propre majorité parlementaire, l'aristocrate non élu nous sert en 100 jours les plus graves attaques de ces dernières décennies ! Peu importent les mal-logés, les chômeurs, les précaires, le ras-le-bol de la jeunesse et des travailleurs… Villepin a deux ans pour achever le travail de démolition sociale et il compte bien le mener à terme. Cette entreprise garde d'ailleurs une certaine stabilité, car quand il s'agit d'apporter la destruction à l'étranger, notamment en Côte d'Ivoire ou en Afghanistan, la ministre de la Défense et des armées reste Alliot-Marie.

Pour nos droits, c'est donc une question vitale : qu'ils s'appellent Raffarin ou Villepin, Fillon ou Robien, Gaymard ou Breton, Seillière ou Parisot, la seule chose à faire est de les virer définitivement par un grand mouvement d'ensemble !

JB, |Nanterre|

Les mesures gouvernementales de l'été.

6 ordonnances sur l'emploi ont été examinées par le Conseil des ministres le 2 août.

Ces ordonnances ont été prises sur le fondement de la loi du 26 juillet dernier habilitant le gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour l'emploi.

Ordonnance instituant les contrats « nouvelles embauches »

Pendant 2 ans, l'employeur peut licencier sans obligation de justifier sa décision, par lettre recommandée avec accusé de réception, déclenchant un préavis de 2 semaines (avant 6 mois dans l'entreprise) à 4 semaines (au-delà de 6 mois dans l'entreprise).

Un délai de 3 mois devra être respecté avant de conclure un nouveau CNE entre le même employeur et le même salarié. En clair, un patron peut virer son employé sans raison et le réembaucher 3 mois plus tard…

Ordonnance aménageant les règles de décompte des effectifs dans les entreprises

A compter du 22 juin 2005 et jusqu'au 31 décembre 2007, les salariés âgés de moins de 26 ans ne sont pas pris en compte dans le calcul des effectifs des entreprises et des collectivités territoriales. Le problème est que pour avoir un délégué du personnel, il faut que l'entreprise compte au moins 10 employés. Avec cette ordonnance, les jeunes travailleurs ne comptent plus…

Ordonnance créant un chèque-emploi pour les très petites entreprises (TPE)

Elle signifie la mise en place à partir du 1er septembre d'un service d'aide à l'accomplissement des principales obligations administratives liées au recrutement et à l'emploi d'un salarié. Ces obligations sont présentées comme un obstacle à l'embauche.

Le chèque emploi permettra de satisfaire aux obligations de déclaration unique d'embauche et de fourniture d'un contrat de travail. Il servira aussi chaque mois de bulletin de salaire pour les salariés. Il comportera un moyen de paiement afin de rémunérer les salariés. En clair, le chèque emploi permet de rétablir les contrats à la journée, comme au XIXe siècle.

Sarkozy, le karcher entre les dents

Si Nicolas Sarkozy, est peut-être la personnalité politique la plus célèbre du pays, ce n'est pas parce que ses déboires conjugaux s'étalaient à la une de Paris Match pendant l'été, mais parce qu'il est le symbole de la partie de la droite la plus libérale et la plus réactionnaire. Après sa nomination comme Premier Ministre en second, il n'avait pas attendu longtemps avant de proclamer devant des bataillons de journalistes qu'il fallait « *nettoyer au karcher* » la cité des 4 000 à la Courneuve. Il s'était également empressé de signaler le retour des expulsions de sans-papiers par charters et de promettre « *des déchéances de nationalités pour les imams français extrémistes* ». Difficile d'être surpris quand Le Pen déclare qu'il aura plus de mal à convaincre ses électeurs de ne pas voter pour Sarkozy au second tour que pour Chirac…

À La Baule, lors de l'université d'été des Jeunes Populaires, Sarkozy n'a pas hésité à parler de son « *exaspération pour les discours interminables qui évoquent invariablement les mots de justice sociale, progrès social, politiques sociales* ». Avec une démagogie sans limite, il répète « *qu'il faut cesser de dire, il faut faire* », il a donc formulé des propositions concrètes. Comme il faut arrêter « *de considérer notre Droit du Travail comme une valeur sacrée inconsournable* », le contrat de travail unique (c'est-à-dire des boulots précaires pour tous) et « *le non-remplacement de tous les départs en retraite des fonctionnaires* » sont « *d'urgentes priorités* ». Il est aussi intervenu en faveur du service minimum dans les services publics les jours de grève en disant qu'il fallait « *arrêter de tourner autour du problème pour l'affronter et le résoudre* », histoire de dénoncer Chirac et Villepin, ses ennemis intimes.

Sarkozy n'est pas seulement un ambitieux, il n'est pas seulement celui qui veut être Président à la place du Président. Sarkozy c'est le leader et le représentant dans l'arène politique de la partie la plus déterminée de la bourgeoisie, c'est la droite revancharde qui n'a pas apprécié les claques des dernières élections et de la victoire du Non le 29 mai dernier, et encore moins d'être défié par des mobilisations massives. Sarkozy et sa bande sont sans aucun doute ceux qui expriment le mieux les attentes et les intérêts du MEDEF. Avec les chiraquiens, ils ont en commun de vouloir accélérer les politiques antisociales au bénéfice de quelques patrons et actionnaires, de vouloir casser ce qu'il restait de droits et de garanties sociales pour les jeunes et les travailleurs. Mais Sarkozy est bien décidé à engager le bras de fer pour atteindre ces objectifs le plus vite possible.

« *J'en fais le serrement devant vous, rien, vraiment rien ; personne, vraiment personne ne m'empêchera d'aller jusqu'au bout* », a-t-il dit. Pour le camp des jeunes, des chômeurs, des salariés qui subissent chaque jour les effets de cette offensive réactionnaire, il est urgent de le démonter. Si dans chaque bahut, dans chaque fac, dans chaque boîte nous nous organisons pour agir dès maintenant et préparer la confrontation, nous pouvons être celles et ceux qui l'en empêcheront.

Dimitri, |Metz|



Après avoir lutté contre la Constitution européenne, continuons !

Pendant plusieurs mois, des centaines de collectifs se sont mobilisés contre la Constitution européenne (environ 900). Ils ont organisé des réunions publiques, des débats, des lectures de la Constitution, des diffusions de tracts… Tout cela a été possible parce que des organisations ont été d'accord pour le mettre en place, et que des milliers de personnes ont participé à cette dynamique.

Dans la jeunesse, un collectif, « l'appel des 200 jeunes », c'est constitué pour agir dans les universités, auprès des lycéens et des jeunes travailleurs. Il n'a rencontré qu'un succès limité, mais nous souhaitons continuer le travail dans ce cadre, avec toutes les organisations et les individus qui en font partie. Les points d'accord qui ont existé durant la campagne contre la Constitution européenne sont une base pour continuer à agir ensemble : contre les politiques libérales, contre ceux qui nous dirigent, et pour discuter d'alternative au libéralisme et au capitalisme.

Des discussions commencent pour organiser une campagne pour la démission de Chirac et la dissolution de l'Assemblée nationale, avec l'objectif d'un million de pétitions signées. Nous espérons que cela aboutira, pour continuer à affaiblir le gouvernement et Chirac.

Antoine, |Jussieu|



S'opposer radicalement à ce gouvernement

Les JCR mènent une campagne contre le ceux qui nous dirigent. Ce n'est pas parce que nous sommes opposés à une campagne unitaire (au contraire, nous voulons mettre toutes nos forces pour qu'elle existe). Mais nous considérons que nous avons d'autres choses à dire, qui nous sont spécifiques. Pour avoir un consensus le plus large possible, une campagne unitaire peut mettre en avant la demande de dissolution de l'Assemblée nationale et la démission de Chirac. Nous défendons dans cette campagne un lien avec les mobilisations et avec les attaques concrètes que subissent les jeunes (LMD, LOPRI, loi Fillon sur les lycées, contrat nouvelle embauche…).

Dans la campagne, les JCR ont une double spécificité. La première est de pousser le plus loin possible la confrontation avec la direction actuelle de l'État, c'est-à-dire le gouvernement dans toutes ses composantes (président, ministres, assemblée). La seconde est de poser le problème de qui détient le pouvoir politique.

Comment se débarrasser de ceux qui nous dirigent ?

Le gouvernement, le président et l'Assemblée nationale (sans parler du Sénat) s'appuient sur une forte légitimité, celle du suffrage universel, du vote des Français. Cela ne nous empêche pas de contester leur légitimité, d'abord parce qu'ils ne sont souvent élus qu'avec une forte minorité de voix (comme Chirac, élu alors qu'il a eu 20 % des voix au premier tour), que les étrangers sont exclus de ce vote, et surtout parce qu'ils tiennent leur place grâce à une structure politique et économique que nous rejetons dans son intégralité. Mais, pour les faire partir, il faut être capables de leur opposer une légitimité au moins aussi importante, et surtout un rapport de force qui les oblige à partir. Imposer cette légitimité et ce rapport de force passe par une déstabilisation de l'ordre politique et social quotidien. Pour les faire partir, il faut qu'ils aient peur de nous, qu'on leur impose leur départ. La seule force des jeunes et des travailleurs pour l'imposer, c'est la mobilisation, la grève, les manifestations. Des pétitions, des concerts, des rassemblements peuvent être un point d'appui à un moment donné, mais ne suffisent pas pour les dégager. Il faut les faire fuir, il faut qu'ils partent en courant devant nous…

Une campagne qui se donne les moyens de virer ceux qui nous dirigent, c'est une campagne qui se fixe comme objectif la mobilisation des jeunes et des travailleurs. Pour que cette mobilisation soit possible, il faut être capables de relier deux choses : d'une part l'opposition contre ceux qui nous dirigent, et d'autre part les intérêts concrets, les problèmes quotidiens des travailleurs et des jeunes, c'est-à-dire bien souvent les réformes du gouvernement. Lier la lutte contre ceux qui nous dirigent avec les réformes et nos conditions de vie est d'autant plus logique que, si nous voulons le départ de Chirac et ses amis, c'est bien parce qu'ils nous en mettent plein la tête…

La campagne des JCR, c'est donc une campagne liée aux luttes et aux réformes actuelles, mais c'est aussi le fait de militer dans les syndicats pour qu'ils participent à la campagne unitaire sur leurs propres revendications (opposition au LMD et à la LOPR, opposition au contrat nouvelle embauche…).

Poser la question du pouvoir

Nous contestons non seulement le pouvoir actuel, mais l'organisation de l'ensemble de la société, en particulier de ses institutions. Nous considérons que, quelques soient ceux qui sont élus, le pouvoir réel reste aux mains de la classe bourgeoise. C'est assez clair quand on voit que, après des années de changements de majorité à l'Assemblée nationale, rien ne change. Ce sont toujours les mêmes politiques qui sont appliquées, qui cassent nos droits. Il y a même une continuité assez forte entre ceux qui font dans la réalité la politique : les membres des ministères, les conseillers, ceux qui élaborent les réformes, sont souvent les mêmes d'un gouvernement à l'autre (par exemple, à l'éducation, le personnel est à peu près le même depuis 1997 et l'arrivée de Claude Allègre et Jospin jusqu'à aujourd'hui).

Ceux qui nous dirigent se paient même le luxe d'être minoritaires dans trois votes successifs (européennes, régionales, référendum sur la Constitution) sans partir. Et nous savons bien que le plus probable, c'est que e prochain gouvernement continue la même logique.

Ce que cela signifie, c'est que ce système ne nous représentera jamais. Ce que nous voulons, c'est une révolution, où ceux qui dirigent vraiment (les patrons, les hauts fonctionnaires…) sont remplacés par l'organisation de ceux qui n'ont rien et qui luttent. Quand nous disons « dehors Chirac et Sarkozy », ce n'est pas parce que nous pensons que la gauche ferait mieux au pouvoir, c'est parce que ces deux-là représentent le mieux aujourd'hui tous ceux qu'il faut virer aujourd'hui.

Antoine, |Jussieu|

Une campagne contre le gouvernement, comment ça marche ?

Pour avoir une chance de dégommer ce gouvernement, il faut nous en donner les moyens. Nous devons tout mettre en œuvre pour que le plus de jeunes possibles participe à cette opposition.

- Nous proposerons que les collectifs contre la Constitution continuent à exister, et continuent à demander l'application du vote du 29 mai, c'est-à-dire l'abandon de la Construction européenne telle qu'elle existe aujourd'hui et de la Constitution européenne. Si ceux qui nous gouvernent ne le veulent pas, il faut qu'ils s'en aillent.
- Nous proposons à toutes les organisations qui le veulent une campagne de pétition pour la dissolution de l'Assemblée nationale et la démission de Chirac. La proposition en discussion actuellement est de faire signer un million de pétitions : nous avons du travail !
- Dans nos syndicats, dans les associations où nous militons, nous pouvons proposer de participer à cette démarche, parce que nous avons tous intérêts à les virer
- Devant le plus de lycées possible, dans les facs, dans les lieux où sont concentrés des jeunes travailleurs, nous voulons sensibiliser à notre démarche, en diffusant un tract contre ceux qui nous dirigent, et contre leurs réformes.
- Nous voulons organiser dans le plus de villes possibles des réunions publiques pour discuter de la situation des jeunes, du désordre mondial et de comment en finir avec ceux qui nous dirigent actuellement.

Tout est à nous, rien n'est à eux !

Face à la répression quotidienne de l'état, il est plus que temps, aujourd'hui de s'organiser. Nous devons mettre en place, sur le terrain, l'autogestion ouvrière, étudiante et lycéenne.

Nous devons renverser le patronat et la hiérarchie scolaire, afin de devenir des vrais acteurs de nos vies quotidiennes, tant dans nos études que dans nos travails.

En effet, depuis trop longtemps, le cycle scolaire formate et impose sa vision ; celle d'une société ou les jeunes deviennent de la chair à patron.

Dans nos lycées, facultés et formation scolaire, nous devons imposer face à la hiérarchie, une autre école.

Les élèves doivent pouvoir et doivent le faire, gérer le fonctionnement de leurs établissements, aux côtés des représentants du personnel et des professeurs. Travailleu(ses)rs, étudiant(e)s et lycéen(ne)s, unit dans un même combat, celui du droit à s'autodéterminer. Nous devons refuser toute dictature d'un proviseur, d'un rectorat ou d'un enseignant(e).

Lycéen(ne)s, étudiant(e)s et professeurs sont égaux et doivent l'un envers l'autre échanger, sans domination ou abus de pouvoir.

Les conseils doivent remplacer la direction et l'ordre scolaire. Mais les décisions doivent toutes être prise à la base, par les assemblés des lycéen(ne)s, des étudiant(e)s et du personnel. Ces conseils seront les représentants directs des corps enseignants, des étudiant(e)s, des lycéen(ne)s, du personnel de l'administration et du personnel ATOS.

Tout cela avec un mandat révocable, afin que la base, puisse contrôler ses élues. Agir du bas vers le haut, et non l'inverse, afin un jour de n'avoir plus que la base.

Partout, dans chaque faculté, lycée nous devons essayer de créer ces conseils et de montrer leur utilité face aux administrations et à la politique paternaliste du gouvernement au sein des écoles.

Changer l'appareil capitaliste et hiérarchique, c'est permettre de changer radicalement l'école, son contenu et sa gestion.

Cela doit nous amener à la création de lycée et de facultés, critique et populaire.

Jeunes travailleurs = esclaves modernes

Les esclaves ont disparu, mais le patronat a trouvé d'autres solutions pour s'enrichir toujours plus et à moindre coût. L'Etat a créé pour eux, l'Apprentissage. C'est une exploitation à grande échelle sur des milliers de jeunes. L'esclave hier, l'apprenti aujourd'hui. Refusons cette exploitation, car un jeune un apprentissage fait généralement le même travail qu'un ouvrier. Mais heureusement pour le patronat et l'état, l'apprenti est exploité à un coût réduit, payé au début 25 % du SMIC. Il subit aussi chaque jour des conditions de travail inadmissible (cadence, horaire…), des problèmes de sécurité et d'hygiène (machine dangereuse, bruit…) et rencontre quotidiennement la pression des petits chefs et des patrons.

La vie indépendante est impossible pour l'apprenti ou le jeune précaire. Cela permet aux patronats d'assurer une soumission des jeunes travailleurs, car c'est le patron qui remplit les papiers sur le comportement de l'apprenti, pour l'obtention de son diplôme. De quel droit un patron, s'insère dans nos vies scolaires. Un patron n'est pas neutre car il est toujours à la recherche de profit. Le travailleur, l'apprenti et le jeune précaire doivent s'unir dans un même combat, face aux exploitations du patronat, aux réformes de l'état et aux profits de la bourgeoisie. Au sein des entreprises, des usines, la classe populaire doit prendre le contrôle total de la production et du fonctionnement. Partout c'est la base ouvrière qui doit contrôler et décider de la répartition et du fonctionnement.

Puisque c'est nous qui faisons tourner la société en produisant les richesses, c'est à nous forcement de décider de notre avenir. Nous n'avons pas besoin d'un patron qui s'approprie le fruit de notre travail et décide à notre place.

Nous unir pour lutter

C'est pour cela qu'il faut s'organiser et parvenir par la multiplication des grèves, l'unification des luttes (Etudiant(e)s, lycéen(ne)s, apprenti(e)s, travailleu(se)rs…) vers la grève générale et la révolution. Nous devons faire un blocage total du système, afin de parvenir à la prise du pouvoir direct par les opprimées et le renversement de la classe bourgeoise, qui nous impose ses choix. Tous ensemble lycéen(ne)s, étudiant(e)s, travailleu(se)rs prenant et autogerant les usines, les établissements scolaires, les entreprises et les facultés.

Tout est à nous, rien n'est à eux…

Loïc, |Perpignan|

Dossier

Ordonnance instaurant un nouveau parcours d'accès aux carrières dans les 3 fonctions publiques (nouveau parcours dit PACTE)

Il s'agit d'un nouveau mode de recrutement dans la fonction publique qui doit permettre aux jeunes de 16 à 25 ans sans diplôme ou sans qualification professionnelle reconnue, ou dont le niveau de qualification est inférieur au bac, de « bénéficier » d'un contrat d'engagement d'une durée d'1 à 2 ans, alternant formation et stage dans l'administration.
Ces jeunes pourront être payés jusqu'à 55 % du SMIC (mais pas en dessous) pour les moins de 21 ans et 70 % pour les autres. Bien sûr, le patron bénéficie d'une exonération des charges sociales.

Ordonnance sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté

Il sera proposé aux jeunes de 18 à 23 ans qui auront été repérés comme « marginaux » un dispositif de réinsertion basé sur trois principes :

- les jeunes se verront dispenser une formation de 6 mois à 1 an adaptée à leur situation, comprenant à la fois un apprentissage des règles de la vie en société, un rappel des principaux acquis scolaires, des activités sportives et une formation professionnelle, sanctionnée par un diplôme pouvant servir pour l'obtention du CAP.
- les jeunes auront un statut spécifique, inspiré du volontariat de service national ; logés en internat, ils percevront une allocation versée pour partie mensuellement et pour partie en fin de formation ;
- les jeunes bénéficieront d'un encadrement important et permanent, principalement composé d'anciens militaires ayant l'expérience de l'autorité et du dépassement de soi.

Décret renforçant le contrôle des chômeurs à la recherche d'emploi

Validé par le Conseil d'État, le 29 juillet 2005, pour application dès septembre.

Les demandeurs d'emploi sont tenus de manière permanente d'accomplir des actes positifs et répétés, en vue de retrouver un emploi, de créer ou reprendre une entreprise.
Le décret renforce les pouvoirs du délégué départemental de l'Anpe, du préfet et de l'Assedic pour sanctionner financièrement ou radier de la liste des demandeurs d'emploi, les chômeurs ne pouvant justifier de l'accomplissement d'actes positifs et répétés de recherche d'emploi.